



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 MAI, 1892.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

43

ERRATUM.

Page 1284, de la *Gazette Officielle* du 21 mai 1892, nominations de juges de paix, district de Montréal, au lieu de Andrew Robertson, lisez : Alexander Robertson.

2795

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Charles R. Doucet, écuyer, député greffier de la Couronne, de la cité de Montréal, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province de Québec.

LOUIS P. PELLETIER,

2711

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th MAY, 1892.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

44

ERRATUM.

Page 1284, of the *Official Gazette* of the 21st May, 1892, appointments of justices of the peace, district of Montreal, instead of Andrew Robertson, read: Alexander Robertson.

2796

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Charles R. Doucet, esquire, deputy clerk of the Crown, of the city of Montreal, justice of the peace, under the disposition of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction on all the province of Quebec.

LOUIS P. PELLETIER,

2712

Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to make the following appoint-

commissaires pour la décision sommaire des petites causes, savoir :

Pour la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques Cartier :—MM. François-Xavier LeCavalier, entrepreneur ; François Zénophile Desforges, Augustin Jasmin, Nérée Cousineau, Aldéric Beaulieu et Rémi Joron, tous cultivateurs ; l'ancienne commission, en date du 11 août 1888, étant révoquée.

Pour la paroisse de Saint-Etienne des Grès, dans le comté de Saint-Maurice :—MM. U. Brunelle, Joseph Ringuet, Raphaël St-Onge, Félix St-Onge et Bourbeau Brunelle ; l'ancienne commission, en date du 26 août 1891, étant révoquée.

Pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan, dans le comté de Saint-Maurice :—MM. Joseph Bourassa, Elie Gélinas, Jean-Bte Gubeau, Onésime Caron et Louis Caron ; l'ancienne commission, en date du 15 avril 1889, étant révoquée.

LOUIS P. PELLETIER,

2715

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes de Commissaires pour la division sommaire des petites causes, savoir :

Pour la paroisse de Saint-Jean Deschaillons, dans le comté de Lotbinière :—MM. J. E. H. Poisson, médecin ; Victor Charland, Leude Beaudet, Nérée Charland, Thomas Barabé, fils de Joseph, et Charles Beaudet ; l'ancienne commission, en date du 8 avril 1892, étant révoquée.

Pour la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le comté de Laval :—MM. C. E. Germain, notaire ; Avit Germain, médecin ; Cyrille Bisson, marchand ; Calixte Bastien et François Charbonneau, cultivateur ; l'ancienne commission, en date du 9 mai 1889, étant révoquée.

Pour la municipalité de Bolton-Est, dans le comté de Brome :—MM. Willard Fuller, Aylmer Place, Cedric N. Vaughan, H. S. Greene et Nazaire Decelles ; l'ancienne commission, en date du 23 mai 1888, étant révoquée.

Pour le canton de Sutton, dans le comté de Brome :—MM. Samuel N. Robinson, Harmon B. Hurlburt, William Curley, Moïse Dubé et Robert Wilson, cultivateurs ; l'ancienne commission, en date du 19 avril 1888, étant révoquée.

LOUIS P. PELLETIER,

2735

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en conseil, de révoquer la commission nommant conjointement MM. J. G. Pelletier, de Fraserville, et Z. Perreault, de Kamouraska, protonotaire de la cour Supérieure, greffier de la couronne et greffier de la paix pour le district de Kamouraska, et de nommer M. J. G. Pelletier, de la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata, protonotaire de la cour supérieure, greffier de la couronne et greffier de la paix pour le dit district de Kamouraska.

LOUIS P. PELLETIER,

2743

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de révoquer la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, en date du 18 avril 1887, et d'émaner une nouvelle commission nommant les personnes dont les noms suivent, juges de paix pour le district de Trois-Rivières, savoir :—MM. U. Brunelle, Joseph Ringuet, Hilaire St. Onge, B. B. Brunelle et Antoine Blais, de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, et Pierre Héroux, Edouard Gubeau, Augustin Lambert, Narcisse Hamel et Augustin Bellemare, de Saint-Boniface de Shawenegan, dans le comté de Saint-Maurice.

LOUIS P. PELLETIER,

2

Secrétaire.

ments of commissioners for the summary trial of small causes, to wit :

For the parish of Saint-Laurent, in the county of Jacques Cartier :—Messrs. François Xavier LeCavalier, contractor ; François Zenophile Desforges, Augustin Jasmin, Nérée Cousineau, Alderic Beaulieu and Remi Joron, all farmers ; the former commission, dated 11th August, 1888, being revoked.

For the parish of Saint Etienne des Grès, in the county of Saint Maurice :—Messrs. U. Brunelle, Joseph Ringuet, Raphael St-Onge, Felix St-Onge and Bourbeau Brunelle ; the former commission, dated 26th August, 1891, being revoked.

For the parish of Saint Boniface of Shawenegan, in the county of Saint Maurice :—Messrs. Joseph Bourassa, Elie Gelinias, Jean Bte Gubeau, Onesime Caron and Louis Caron ; the former commission, dated 15th April, 1889, being revoked.

LOUIS P. PELLETIER,

2716

Secretary

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to make the following appointments of commissioners for the summary trial of small causes, to wit :

For the parish of Saint Jean Deschaillons, in the county of Lotbinière :—Messrs. J. E. H. Poisson, physician ; Victor Charland, Leude Beaudet, Nérée Charland, Thomas Barabé, son of Joseph, and Charles Beaudet ; the former commission, dated 8th April, 1892, being revoked.

For the parish of Saint Vincent de Paul, in the county of Laval :—Messrs. C. E. Germain, notary ; Avit Germain, physician ; Cyrille Bisson, merchant ; Calixte Bastien and Francis Charbonneau, farmers ; the former commission, dated 9th May, 1889, being revoked.

For the municipality of Bolton East, in the county of Brome :—Messrs. Willard Fuller, Aylmer Place, Cedric N. Vaughan, H. S. Greene and Nazaire Decelles ; the former commission, dated 23rd May, 1888, being revoked.

For the township of Sutton, in the county of Brome :—Messrs. Samuel N. Robinson, Harmon B. Hurlburt, William Curley, Moïse Dubé et Robert Wilson, farmers ; the former commission, dated 19th April, 1888, being revoked.

LOUIS P. PELLETIER,

2736

Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to revoke the commission appointing jointly Messrs. J. G. Pelletier, of Fraserville, and Z. Perreault, of Kamouraska, protonotary of the superior court, clerk of the crown and clerk of the peace for the district of Kamouraska, and to appoint Mr. J. G. Pelletier, of the town of Fraserville, in the county of Témiscouata, protonotary of the superior court, clerk of the crown and clerk of the peace for the said district of Kamouraska.

LOUIS P. PELLETIER,

2744

Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to revoke the commission of the peace for the district of Three Rivers, dated 18th April, 1887, and to issue a new commission appointing the persons whose names follows, justices of the peace for the district of Three Rivers, to wit : Messrs. U. Brunelle, Joseph Ringuet, Hilaire St. Onge, B. B. Brunelle et Antoine Blais, of the parish of Saint Etienne des Grès, and Pierre Héroux, Edouard Gubeau, Augustin Lambert, Narcisse Hamel and Augustin Bellemare, of Saint Boniface of Shawenegan, in the county of Saint Maurice.

LOUIS P. PELLETIER,

Secretary

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer les personnes dont les noms suivent, juges de paix pour le district de Bedford :—MM. Robert McIntyre McDougall McDoudald, médecin et chirurgien ; Sherman N. Boright, cultivateur ; Alexandre Godue, mécanicien ; Garret Safford, cultivateur, (Sutton Junction) ; William Brock Jones, (Glen Sutton) ; George W. Brock, négociant, (Glen Sutton) ; Arthur F. Holmes, négociant, (Abercorn) ; Alfred Neild, gentilhomme, (Abercorn), tous du township de Sutton, dans le comté de Brome ; William F. Wilkins, mécanicien, (Adamsville), et Charles B. Short, (Brigham), tous du township de Farnham-Est, dans le dit comté de Brome.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer les personnes dont les noms suivent, juges de paix pour le district de Trois-Rivières, savoir : MM. Denis Genest Labarre, notaire ; Flavien Lemaitre Lottinville, notaire ; Sévère Dumoulin, avocat ; François-Xavier Tapin, marchand de meubles ; Téléphore Eusèbe Normand, notaire ; Onésime Carignan, épiciier ; George Allan Bourgeois, médecin ; Alfred Pierre Cressé, rentier ; Alexander Baptiste, marchand de bois ; Dominique Vallée, bijoutier ; Henri Mathias Balcer, négociant ; François-Xavier Bellefeuille, mécanicien ; Pierre Benjamin Vanasse, officier de douane ; William Lanigan, rentier ; Pierre Léger Hubert, notaire ; Thomas Bournival, épiciier ; Petrus Désilets, notaire ; Pierre Octave Guillet, notaire ; Godfroy Lasalle, percepteur du revenu ; George Bailey Dufresne, commerçant ; Joseph Charles Rousseau, épiciier ; Isidore Pothier, entrepreneur ; Louis Brunelle, épiciier ; Pierre Victor Ayotte, libraire ; Joseph Edouard Héту, médecin ; Cyprien Peltier, rentier ; Charles Nicodème Spénard, rentier ; Zéphirin Gauthier, épiciier ; François Gélinas, commerçant ; Henry Ezéchiél Hart, courtier ; Joseph Lamothe, épiciier ; tous de la cité des Trois-Rivières ; Oliva Duval, agriculteur ; Sévère Panneton, agriculteur ; Thomas Dostaler, agriculteur, tous de la banlieue des Trois-Rivières ; Honoré Bettez, agriculteur, et Eugène Grenier, agriculteur, de Sainte-Marguerite des Trois-Rivières.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

2713

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en date du 20 mai courant (1892), de nommer M. Henri Bolduc, commissaire d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Philippe, comté de Laprairie, en remplacement de M. Dieudonné Robert, absent.

2757

Proclamations

Canada, }
Province de } A. R. ANGERS.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } ATTENDU que sur pré-
Proc.-Général. } sentation au Conseil du

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint the persons which names follows, justices of the peace for the district of Bedford :—Messrs. Robert McIntyre McDougall McDoudald, physician and surgeon ; Sherman N. Boright, farmer ; Alexandre Godue, machinist ; Garret Safford, farmer, (Sutton Junction) ; William Brock Jones, (Glen Sutton) ; George W. Brock, merchant, (Glen Sutton) ; Arthur F. Holmes, merchant, (Abercorn) ; Alfred Neild, gentleman, (Abercorn), all of the township of Sutton, in the county of Brome ; William F. Wilkins, machinist, (Adamsville), and Charles B. Short, (Brigham), all of the township of Farnham-East, in the said county of Brome.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint the persons whose names follows, justices of the peace for the district of Three Rivers, to wit : Messrs. Denis Genest Labarre, notary ; Flavien Lemaitre Lottinville, notary ; Sévère Dumoulin, advocate ; François Xavier Tapin, dealer in furniture ; Téléphore Eusèbe Normand, notary ; Onésime Carignan, grocer ; George Allan Bourgeois, physician ; Alfred Pierre Cressé, gentleman ; Alexander Baptiste, lumber merchant ; Dominique Vallée, jeweller ; Henri Mathias Balcer, merchant ; François Xavier Bellefeuille, machinist ; Pierre Benjamin Vanasse, custom-house officer ; William Lanigan, gentleman ; Pierre Léger Hubert, notary ; Thomas Bournival, grocer ; Petrus Desilets, notary ; Pierre Octave Guillet, notary ; Godfroy Lasalle, collector of revenue ; George Bailey Dufresne, trader ; Joseph Charles Rousseau, grocer ; Isidore Pothier, contractor ; Louis Brunelle, grocer ; Pierre Victor Ayotte, stationer ; Joseph Edouard Héту, physician ; Cyprien Pelletier, gentlemen ; Charles Nicodème Spénard, gentleman ; Zéphirin Gauthier, grocer ; François Gélinas, trader ; Henry Ezechiél Hart, broker ; Joseph Lamothe, grocer, all of the city of Three Rivers ; Oliva Duval, agriculturist ; Sévère Panneton, agriculturist ; Thomas Dostaler, agriculturist, all of the banlieue of Three Rivers ; Honoré Bettez, agriculturist, and Eugene Grenier, agriculturist, of Sainte Marguerite of Three Rivers.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

2714

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 20th May instant (1892), to appoint Mr. Henri Bolduc, school commissioner of the school municipality of Saint-Philippe, county of Laprairie, *vice* Mr. Dieudonné Robert, absent.

2758

Proclamations

Canada, }
Province of } A. R. ANGERS.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } WHEREAS, on present-
Atty.-General. } ation to the Council of

comté de Stanstead, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont, en même temps, propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité du township de Stanstead, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit Conseil du dit comté a nommé Thomas Kirk, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit Conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant aux moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendement par le Conseil municipal du dit comté de Stanstead.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province. Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

La municipalité du village de Rock Island, dans le canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, comprend un territoire décrit comme suit, savoir :

Commencant à une borne en cèdre et en pierre qui divise les lots numéros un et deux, rangs dix et onze du dit canton de Stanstead ; de là astronomiquement sud, quarante minutes (0.40') est, suivant la ligne qui divise les rangs dix et onze, sur une distance de vingt-neuf chaînes et trente chaînons jusqu'à un point sur la ligne internationale entre le Dominion du Canada et les États-Unis d'Amérique ; de là sud quatre-vingt-neuf degrés et trente minutes (89° 30') ouest, suivant la dite ligne internationale entre le Dominion du Canada et les États-Unis d'Amérique, sur une distance de soixante et onze chaînes et vingt chaînons jusqu'à la ligne qui divise le neuvième et le dixième rangs ; de là ouest, suivant la ligne internationale susdite entre le Dominion du Canada et les États-Unis d'Amérique, sur une distance de soixante-dix-sept chaînes et soixante chaînons jusqu'à la ligne qui divise le huitième et le neuvième rangs ; de là nord, vingt minutes (0° 20') est, suivant la ligne qui divise les dits huitième et neuvième rangs sur une distance de trente et une chaînes et quarante-cinq chaînons jusqu'à une ligne qui divise les lots numéros un et deux ; de là nord, quatre-vingt-six degrés et cinquante minutes (86° 50') est, suivant la ligne qui divise les dits lots numéros un et deux, sur une distance de soixante-dix-sept chaînes et quatre-vingt-douze chaînons jusqu'à une ligne qui divise les neuvième et dixième rangs ; de là sud, quatre-vingt-cinq degrés et huit minutes (85° 8') est, suivant la ligne qui divise les lots numéros un et deux, dans le dixième rang, sur une distance de soixante-dix chaînes et soixante-trois chaînons jusqu'au point de départ ; toutes ces courses étant astronomiques.

Le territoire ainsi circonscrit renferme le lot numéro un dans le dixième rang, et le lot numéro un dans le neuvième rang, sera détaché de la municipalité du township de Stanstead, dans le dit comté de Stanstead, et le dit territoire formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "Municipalité du village de Rock Island," et par les présentes faisons, constituons, érigons et déclarons le dit village de Rock Island une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal.

De tout ce que dessus tous Nos feaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

the county of Stanstead, of a petition from two-thirds of the municipal electors who are, at the same time, proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the township of Stanstead in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said Council of the said county appointed Thomas Kirk, special superintendent, and directed him to visit the said territory, to ascertain the number of houses built thereon inhabited, and to make a report on the said petition.

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said Council, mentioning the number of houses built and inhabited on the said territory, and the designation of the limits, which, in his opinion, should be given to the territory described more particularly hereinafter, containing at least forty houses inhabited, in an extent not exceeding sixty arpents in superficies.

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent was officially confirmed without amendment by the municipal Council of the said county of Stanstead.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

WHEREFORE, in virtue of the provisions of the Municipal Code of Our said Province, We make known that the said territory, to wit :

The village municipality of Rock Island, in the township of Stanstead, county of Stanstead, comprises a territory described as follows, to wit :

Commencing at a boundary of cedar and stone set to divide lots numbers one and two, ranges ten and eleven of the said township of Stanstead ; thence astronomically south forty minutes (0.40') east, along the range line dividing ranges ten and eleven, a distance of twenty-nine chains and thirty links to a point on the international line between the Dominion of Canada and the United States of America ; thence south, eighty-nine degrees and thirty minutes (89° 30') west, along the said international line between the Dominion of Canada and the United States of America, a distance of seventy-one chains and twenty links to the line dividing the ninth and tenth ranges ; thence due west, along the said international line between Dominion of Canada and the United States of America, a distance of seventy-seven chains and sixty links to the line dividing the eighth and ninth ranges ; thence north, twenty minutes (0° 20') east, along the line dividing the said eighth and ninth ranges, a distance of thirty-one chains and forty-five links to the line dividing lots numbers one and two ; thence north, eighty-six degrees and fifty minutes (86° 50') east, along the line dividing said lots numbers one and two, a distance of seventy-seven chains and ninety-two links to the line dividing the ninth and tenth ranges ; thence south, eighty-five degrees and eight minutes (85° 8') east, along the line dividing lots numbers one and two, in the tenth range, a distance of seventy chains and sixty-three links to the place of beginning, all courses given astronomically.

The tract of land thus circumscribed contains lot number one in the tenth range, and lot number one in the ninth range of the said territory, shall be detached from the municipality of the township of Stanstead, in the said county of Stanstead, and shall form in future a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Rock Island" ; and by the presents we make, constitute, erect and declare the said village of Rock Island a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code.

Of all which all Our loving subjects and all others to whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

2721

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

A R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner. —SALUT.

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, }
Proc.-Général. } ATTENDU que Paul E.

Smith, Marcel Hubert Chabot, Cyprien Labrègue et P. E. Emile Bélanger, écuyers, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, et d'annexer à la paroisse de Saint-Gilles, dans le comté de Lotbinière susdit, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

La partie de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, à être annexée à la paroisse Saint-Gilles, dans le même comté, forme un territoire qui comprend les lots numéros trois cent six (306) jusqu'au lot numéro trois cent vingt-sept (327) inclusivement, y compris les lots numéros trois cent quatorze A (314 A) et trois cent quatorze B (314 B).

Ce territoire est borné vers l'ouest et vers le nord par la paroisse Saint-Gilles; vers l'est, partie par la paroisse Saint-Narcisse et partie par les numéros trois cent neuf (309) et vingt-trois (23), du cadastre de Saint-Patrice, et vers le sud par les numéros trois cent cinq (305), trois cent vingt-huit (328) et trois cent vingt-neuf (329) du dit cadastre.

Le dit territoire annexé à Saint-Gilles contient une superficie de mille quatre cent cinquante-trois arpents (1453 arpents), plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINT-PATRICE DE BEAURIVAGE ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE BEAURIVAGE et annexée à la paroisse de SAINT-GILLES.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-fifth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

2722

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

A R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern —GREETING.

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, }
Atty.-General. } WHEREAS Paul E.

Smith, Marcel Hubert Chabot, Cyprien Labrègue et P. E. Emile Bélanger, esquires, duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Patrice de Beauvillage, in the county of Lotbinière, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Patrice de Beauvillage, and to be annexed to the parish of Saint Gilles, in the county of Lotbinière aforesaid, in the Diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The part of the parish of Saint Patrice de Beauvillage, in the county of Lotbinière, to be annexed to the parish of Saint Gilles, in the same county, forms a territory which comprises the lots numbers three hundred and six (306) up to lot number three hundred and twenty-seven (327) inclusively, comprising therein lots numbers three hundred and fourteen A (314 A) and three hundred and fourteen B (314 B).

This territory is bounded on the west and north by the parish of Saint Gilles; on the east partly by the parish of Saint Narcisse, and partly by numbers three hundred and nine (309) and twenty-three (23), of the cadastre of Saint Patrice, and on the south by numbers three hundred and five (305), three hundred and twenty-eight (328) and three hundred and twenty-nine (329) of the said cadastre.

The said territory annexed to Saint Gilles contains a superficial extent of one thousand four hundred and fifty-three arpents (1453 arpents), more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINT PATRICE DE BEAURIVAGE hereinafore described, to be and remain detached from the said parish of SAINT PATRICE DE BEAURIVAGE, and to be and remain annexed to the parish of SAINT GILLES.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part

la paroisse de SAINT-PATRICE DE BEAURIVAGE ci-dessus décrite sera détachée de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE BEAURIVAGE, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-GILLES.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINT-PATRICE DE BEAURIVAGE fera partie de la dite paroisse de SAINT-GILLES pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,

2719

Secrétaire.

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } ATTENDU qu'en vertu
Proc.-Gén. } des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire des terres de la Couronne, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description

of the parish of SAINT PATRICE DE BEAURIVAGE above described shall be detached from the said parish of SAINT PATRICE DE BEAURIVAGE, and shall be and remain annexed to the said parish of SAINT GILLES.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINT PATRICE DE BEAURIVAGE to be hereafter part of the said parish of SAINT GILLES, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of MAY in the year 'of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-fifth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER.

2720

Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS, in virtue
Atty. Gén. } of the provisions of the article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Crown Lands shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan, and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civid Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plans and books of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of

de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

“ La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

“ Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

“ 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

“ 2170. A compter de ce dépôt, le régistreur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

“ 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistreur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

“ 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

“ Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

“ 2173. A défaut de tel renouvellement les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

“ 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du régistreur de la division d'enregistrement qu'il appartiendrait, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

“ Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront

reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

“ The description of an immovable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

“ As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the number above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

“ 2169. The deposit of the original plans and books of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

“ 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

“ 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

“ 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

“ An index must be kept for the books used for the registration of the notices mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

“ 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

“ 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

“ The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the

en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plans et livres de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Commissaire des terres de la Couronne de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et des livres de renvoi de la paroisse de Saint-Edouard de Frampton, du (6ème) sixième rang du canton de Buckland annexé à la paroisse de Saint-Malachie, du canton de Standon, et des parties de la paroisse de Saint-Léon de Standon, comprises dans les cantons de Buckland et de Frampton, et des cantons Ware, Watford et Langevin, constituant une partie de la division d'enregistrement du comté Dorchester ;

ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire des Terres de la Couronne, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire des terres de la Couronne, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté Dorchester, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plans et livres de renvoi, Notre dit Commissaire des Terres de la Couronne s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts Refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le LIEUTENANT GOUVERNEUR de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le QUINZIEME jour du mois de JUIN prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté Dorchester, relativement aux localités ci-dessus mentionnées et faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit QUINZIEME jour du mois de JUIN prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté Dorchester relativement à la paroisse de Saint-Edouard de Frampton, du (6ème) sixième rang du canton de Buckland, annexé à la paroisse de Saint-Malachie, du canton de Standon, et des parties de la paroisse de Saint-Léon de Standon, comprises dans les cantons de Buckland et de Frampton, et des cantons Ware, Watford et Langevin, constituant une partie de la division d'enregistrement du comté Dorchester ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté Dorchester, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit QUINZIEME jour du mois de JUIN prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AU-

article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plans and to such book of reference and to all property comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited, in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Crown Lands of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendance, plans and books of reference of the parish of Saint Edouard de Frampton, of the sixth (6th) range, of the township of Buckland annexed to the parish of Saint Malachy, of the township of Standon, and of the parts of the parish of Saint Leon de Standon, comprised in the townships of Buckland and of Frampton, and of the townships of Ware, Watford and Langevin, forming part of the registration division of the county of Dorchester ;

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Crown Lands and remain of record in his office ; AND WHEREAS copies of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Crown Lands, have been deposited in the office of the Registrar for the said registration division of the county of Dorchester, and there remain open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Crown Lands has, in every respect, complied with the provisions of the said Article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the LIEUTENANT GOVERNOR of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the FIFTEENTH day of the month of JUNE next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of Dorchester, relatively to the localities hereinabove mentioned and forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said FIFTEENTH day of the month of JUNE next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of Dorchester, respecting the parish of Saint Edouard de Frampton, to the sixth (6th) range of the township of Buckland, annexed to the parish of Saint Malachy, of the township of Standon, and of the parts of the parish of Saint Leon de Standon, comprised in the townships of Buckland and of Frampton, and of the townships of Ware, Watford and Langevin, forming part of the registration division of the county of Dorchester ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Dorchester, to renew the same within the period of two years after the said FIFTEENTH day of the month of JUNE next, on pain of the forfeiture of of priority provided in the said Civil Code.

Of all which all Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Trusty and Well Beloved

GUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de MAI, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-cinquième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,

2717

Secrétaire.

the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-fifth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,

2718

Secretary

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste:

Canton Percé.
(3ème rang.)

½ O. du lot No. 9, à Jean Arbour, fils Jean.

½ E. du lot No. 9, à Charles Lamb.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 28 mai 1892.

2725

AVIS.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Revision des livres de classe.

A sa séance du 20 mai 1892, le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique a retranché les ouvrages suivants de la liste des livres de classe approuvés :

"Nouvelle méthode pour apprendre à bien lire", par F. E. Juneau.

"Lectures instructives et amusantes", en manuscrit, par F. P. B.

"Le premier livre de l'enfance", par Poitevin.

"Nouveaux éléments de la civilité chrétienne", pour les écoles élémentaires seulement, publié par Charles Delagrave & Cie.

"Syllabaire", pour les écoles élémentaires seulement, par MM. Juneau et Lacasse, Québec, 1868.

"Le livre des enfants", J. B. Côté.

"Les petites fleurs de poésie", par le révérend M. Nantel.

"First Look for the use of schools", publié par J. Lovell.

"Murray's Spelling Book".

"The British American Reader", par Borthwick.

"The Metropolitan Illustrated Speller", publié par D. et J. Sadlier & Cie., New-York.

"The Metropolitan Speller and Pictorial Definer", par les mêmes.

"The Metropolitan First, Second and Third Readers", par les mêmes.

"The Metropolitan Fourth Reader", par les mêmes.

"Word Expositor and Spelling Guide", par George Coutie, 1863.

"The Four Seasons", being a new No. 3 Nelson's School Series.

"The Catholic School Book".

"Andrew's Dramatic Reader".

La série des "Cours de grammaire de Julien", et les exercices.

"Grammaire française élémentaire", par F. P. B.

"La Grammaire complète", par Poitevin

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township of Percé.
(3rd range.)

W. ½ of lot No. 9, to John Arbour, son John.

E. ½ of lot No. 9, to Charles Lamb.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,
Québec, 28th May, 1892.

2726

NOTICE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Revision of class books.

At its sitting on the 20th of May 1892, the catholic committee of public instruction struck the following works from the list of approved school books :

"Nouvelle méthode pour apprendre à bien lire", by F. E. Juneau.

"Lectures instructives et amusantes", in manuscript, by F. P. B.

"Le premier livre de l'enfance", by Poitevin.

"Nouveaux éléments de la civilité chrétienne", for elementary schools only, published by Charles Delagrave & Co.

"Syllabaire", for elementary schools only, by Messrs. Juneau and Lacasse, Québec, 1868.

"Le livre des enfants", J. B. Côté.

"Les petites fleurs de poésie", by the reverend Mr. Nantel.

"First Book for the use of schools", published by J. Lovell.

"Murray's Spelling Book".

"The British American Reader", par Borthwick.

"The Metropolitan Illustrated Speller", published by D. and J. Sadlier & Co., New York.

"The Metropolitan Speller and Pictorial Definer", by the same.

"The Metropolitan First, Second and Third Readers", by the same.

"The Metropolitan Fourth Reader", by the same.

"Word Expositor and Spelling Guide", by George Coutie, 1863.

"The Four Seasons", being a new No. 3 Nelson's School Series.

"The Catholic School Book".

"Andrew's Dramatic Reader".

The series of "Cours de grammaire de Julien", and the exercises.

"Grammaire française élémentaire", by F. P. B.

"La Grammaire complète", by Poitevin.

- "La Grammaire de premier âge," par Poitevin.
 "La Grammaire élémentaire," par Poitevin.
 "Grammaire de Bonneau et Lucan," revue par M. Michaud.
 "La Grammaire française," par J.-A. Lévesque.
 "Petit traité de grammaire anglaise," par Charles Gosselin, Québec.
 "Grammaire pratique de la langue anglaise," par Sadler, Paris, 1858.
 "Manuel d'anglais," grammaire et thèmes, par le même.
 "The Edinburgh High School French Grammar," par Chs. Schneider, 1866.
 "Traité d'analyse grammaticale," par F. P. B.
 "Traité d'analyse logique," par le même.
 "Cours complet de dictées," par le même.
 "Cours gradué," par le même.
 "English Word Book," a manuel exhibiting the structure and etymology of English Words, par John Graham, 1863.
 "Manuel d'anglais," thèmes et syntaxe, par Sadler, Paris, 1840.
 "Cours de versions anglaises," par le même, 1857.
 "Exercices anglais, ou cours de thèmes gradués," par le même, 1857.
 "Manuel d'anglais," cinquième partie, "Leçons de littérature française," par le même, Paris 1841.
 "Manuel d'anglais," sixième partie, "Leçons de littérature anglaise," par le même, Paris, 1841.
 "Manuel classique de conversation française et anglaise," par le même, Paris 1855.
 "The Edinburgh French Conversation Reader," par Chs. Schneider, 1866.
 "The Edinburgh High School French Manual," par Chs. Schneider, 1867.
 "Histoire sainte," par demandes et réponses, suivie d'un abrégé de la vie de N.-S. Jésus-Christ, imprimé chez T. Cary, Québec, 1852.
 "Histoire ecclésiastique," par Drioux.
 "Tableaux historiques," par Chevalier de Zaba.
 "History of Canada," par J. Roy, 1864.
 "A School History of Canada and of the other British North American Provinces," par J. G. Hodgins.
 "Pinnock's Goldsmith Catechism of the History of England," publié par Lovell, Montréal.
 "Pinnock's Improved Edition of Goldsmith History of England," par W. C. Taylor, publié par Lovell, Montréal, 1859.
 "Abrégé de la géographie moderne," publié par la Société d'éducation de Québec.
 "La Géographie moderne," de M. l'abbé Holmes.
 "Géographie de MM. Montpetit et Devisme."
 "Abrégé de géographie," par F. X. Toussaint, première édition.
 "Lovell's General Geography," par J. G. Hodgins, Montréal, 1861.
 "Modern School Geography and Atlas," par James Campbell.
 "Arithmétique de Bouthillier" publiée par MM. Crémazie.
 "Cours d'arithmétique commerciale," imprimé chez Eusèbe Sénécal, Montréal, 1863.
 "Cours d'arithmétique commerciale," par M. d'Ayres.
 "Traité élémentaire d'arithmétique," par F. X. Toussaint.
 "Traité élémentaire d'arithmétique," par L. H. Bellerose, Montréal, 1867.
 "Cours de tenue des livres," par M. d'Ayres.
 "Cours de tenue des livres en partie double et en partie simple," imprimé par Eusèbe Sénécal, Montréal, 1861.
 "Arithmetic of the Irish National Series," publiée par Lovell, Montréal, 1860.
 "Walkingham's Arithmetic."
 "Elementary Arithmetic in Decimal Currency," par John Herbert Sangster, seconde édition, 1861, publiée par Lovell.
 "Treatise on practical Mathematics," par Th. R. Johnson, Montréal.
- "La Grammaire du premier âge," by Poitevin.
 "La Grammaire élémentaire," by Poitevin.
 "Grammaire de Bonneau et Lucan, revised by M. Michaud."
 "La Grammaire française," by J.-A. Levesque.
 "Petit traité de grammaire anglaise," by Charles Gosselin, Quebec.
 "Grammaire pratique de la langue anglaise," by Sadler, Paris, 1858.
 "Manuel d'anglais," grammaire et thèmes, by the same.
 "The Edinburgh High School French Grammar," by Chs. Schneider, 1866.
 "Traité d'analyse grammaticale," by F. P. B.
 "Traité d'analyse logique," by the same.
 "Cours complet de dictées," by the same.
 "Cours gradué," by the same.
 "English Word Book," a manuel exhibiting the structure and etymology of English Words, by John Graham, 1863.
 "Manuel d'anglais," themes and syntaxe, by Sadler, Paris, 1840.
 "Cours de versions anglaises," by the same, 1857.
 "Exercices anglais, ou cours de thèmes gradués," by the same, 1857.
 "Manuel d'anglais," cinquième partie, "Leçons de littérature française," by the same, Paris, 1841.
 "Manuel d'anglais," sixième partie, "Leçons de littérature anglaise," by the same, Paris, 1841.
 "Manuel classique de conversation française et anglaise," by the same, Paris, 1855.
 "The Edinburgh French Conversation Reader," by Chs. Schneider, 1866.
 "The Edinburgh High School French Manual," by Chs. Schneider, 1867.
 "Histoire sainte," par demandes et réponses, suivie d'un abrégé de la vie de N.-S. Jésus-Christ, printed by T. Cary, Quebec, 1852.
 "Histoire ecclésiastique," by Drioux.
 "Tableaux historiques," by Chevalier de Zaba.
 "History of Canada," by J. Roy, 1864.
 "A School History of Canada and of the other British North American Provinces," by J. G. Hodgins.
 "Pinnock's Goldsmith Catechism of the History of England," published by Lovell, Montreal.
 "Pinnock's Improved Edition of Goldsmith History of England," by W. C. Taylor, published by Lovell, Montreal, 1859.
 "Abrégé de la géographie moderne," published by "la Société d'éducation de Québec."
 "La Géographie moderne," of the l'abbé Holmes.
 "Géographie of Messrs. Montpetit and Devisme."
 "Abrégé de géographie," by F. X. Toussaint, first edition.
 "Lovell's General Geography," by J. G. Hodgins, Montreal, 1861.
 "Modern School Geography and Atlas," by James Campbell.
 "Arithmétique de Bouthillier," published by Messrs. Crémazie.
 "Cours d'arithmétique commerciale," printed by Eusebe Senecal, Montreal, 1863.
 "Cours d'arithmétique commerciale," by Mr. d'Ayres.
 "Traité élémentaire d'arithmétique," by F. X. Toussaint.
 "Traité élémentaire d'arithmétique," by L. H. Bellerose, Montreal, 1867.
 "Cours de tenue des livres," by Mr. D'Ayres.
 "Cours de tenue des livres en partie double et en partie simple," printed by Eusebe Senecal, Montreal, 1861.
 "Arithmetic of the Irish National Series," published by Lovell, Montreal, 1860.
 "Walkingham's Arithmetic."
 "Elementary Arithmetic in Decimal Currency," by John Herbert Sangster, second edition, 1861, published by Lovell.
 "Treatise on practical Mathematics," by Th. R. Johnson, Montreal.

"Précis élémentaire d'Histoire naturelle", par Zeller, Paris, 1858.

"Traité d'Agriculture pratique", par J. F. Perreault, Montréal, 1858.

A partir d'un an de cette date, les ouvrages ci-dessus désignés ne pourront être en usage dans les écoles de la province de Québec.

GEDEON OUIMET,

Surintendant de l'Instruction publique.

Québec, 20 mai 1892. 2731

No. 752-92.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Eriger en municipalité scolaire la paroisse de Saint-Mathieu, comté de Saint-Maurice, avec les limites décrites tant dans la proclamation du 17 juillet 1876 que dans celle du 31 mai 1887, sous le nom de "Saint-Mathieu." 2759

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Seigneurie de Pabos.

Lots Nos. 1 et 2, du 2e rang, à George Couture.
Lot No. 15, du rang est, Petit Pabos, à Wm. Brotherton.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 21 mai 1892.

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 6032.

Northfield.

Lots 37 et 38 du 4e rang, à Cyrille Tessier.
E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 18 mai 1892.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Hocquart.

Rang B.

Partie S. du lot No. 2, à Frs. Brisebois.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Québec, 21 mai 1892. 2567 2

AVIS DE DEMANDE D'ERECTION DE MUNICIPALITES SCOLAIRES.

Détacher de la municipalité scolaire du village de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne "la

"Précis élémentaire d'Histoire naturelle", by Zeller, Paris, 1858.

"Traité d'Agriculture pratique", by J. F. Perreault, Montreal, 1858.

From and after one year from this date, the works hereinabove described cannot be used in the schools of the province of Quebec.

GEDEON OUIMET,

Superintendent of Public Instruction.

Quebec, 20th May, 1892. 2732

No. 752-92.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality the parish of Saint Mathieu, county of Saint Maurice, with the limits described as well in the proclamation dated 17th July, 1876 as in that dated 31st May, 1887, under the name of "Saint Mathieu." 2760

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Seigniorie of Pabos.

Lots Nos. 1 and 2, of 2nd range, to George Couture.
Lot No. 15, of range east, Little Pabos, to Wm. Brotherton.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
Quebec, 21st May, 1892.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6032.

Northfield.

Lots 37 and 38 in 4th range, to Cyrille Tessier.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
Quebec, 18th May, 1892.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Hocquart.

Range B.

S. part of lot No. 2, to Frs. Brisebois.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Quebec, 21st May, 1892. 2568

NOTICE OF APPLICATION TO ERECT SCHOOL MUNICIPALITIES.

To detach from the school municipality of the village of Sainte Therese, in the county of Terre

“ Grande Ligne, la Côte Saint-Louis et le Coteau Saint-Louis, moins la partie de la Côte Saint-Louis, à l'ouest du chemin de la Grande Ligne”, et annexer ces territoires à la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thérèse, pour les fins scolaires, et ce, nonobstant l'arrêté en conseil du dix avril 1862, pour prendre effet au premier de juillet prochain.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 14 mai 1892. 2535 2

No. 465.92.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la municipalité de Wickham-Ouest, comté de Drummond, les lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, du douzième rang du canton de Wickham, et les annexer à la municipalité de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, pour les fins scolaires, moins la partie du lot No. 14, maintenant occupée par F.-X. Plante; la partie du lot No. 16, occupée par Louis Roberge, et la partie du même lot No. 16, occupée par Exilia Houle, qui continueront à faire partie de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest.

Cette annexion ne devant prendre effet que le premier jour de juillet prochain (1892). 2637 2

AVIS

Demande d'érection de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Tite, dans le comté de Champlain, les lots Nos. 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 248, 249, 250 et 251, du cadastre de la dite paroisse de Saint-Tite, et les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Tite, dans le dit comté, pour les fins scolaires, à compter du premier de juillet 1892.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 18 mai 1892. 2629 2

PROVINCE DE QUEBEC.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 1er avril 1892.

Avis est par le présent donné en conformité des règles 49 et 50, de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dixième jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-douze; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le dix-septième jour de MAI susdit; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le vingt-quatrième jour du dit mois de MAI.

L. DELORME,
1639 7 Greffier de l'Assemblée Législative.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

bonne, “the Grande Ligne, Cote Saint Louis and the Coteau Saint Louis, except the part of Cote Saint Louis, west of the Grande Ligne road,” and annex the said territory to the school municipality of the parish of Ste Therese, for school purposes, and this, notwithstanding the order in council of the tenth of April, 1862, to take effect from the first of July next.

GÉDÉON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 14th May, 1892. 2536

No. 465.92.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the municipality of Wickham West, county of Drummond, the lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19, of the twelfth range of the township of Wickham, and to annex them to the municipality of Saint Theodore of Acton, county of Bagot, for school purposes, less the part of the lot No. 14, now occupied by F. X. Plante; the part of lot No. 16, occupied by Louis Roberge, and the part of the same lot No. 16, occupied by Exilia Houle, which will be continue to form part of the school municipality of Wickham West.

This annexion to take effect only on the first day of July next (1892). 2638

NOTICE

Application to erect school municipalities.

To detach from the school municipality of the parish of Saint Tite, in the county of Champlain, lots Nos. 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 248, 249, 250 and 251, of the cadastre of the said parish of Saint Tite, and to annex them to the school municipality of the village of Saint Tite, in the said county, for school purposes, from and after the first of July, 1892.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 18th May, 1892. 2630

PROVINCE OF QUEBEC

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 1st April, 1892.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50, of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by this House after the tenth day of MAY, one thousand eight hundred and ninety-two; that no Private Bill shall be introduced after the seventeenth day of MAY aforesaid, that no report of any standing and select committee upon a private bill shall be received after the twenty-fourth day of said month of MAY.

L. DELORME,
1640 Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any

cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpenage de tout canton, ligne ou concession : ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radcaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2240

G. C. L.

county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the reurvey of any township, line or concession, or otherwise for grantin, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other partic., or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to all on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2250

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables. soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Fazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English, and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printings.

quante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désirera éluder et en

remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. DELORME,

2521 Greffier de l'Assemblée Législative.

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing

it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

2522 Clerk of the Legislative Assembly

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de diviser la municipalité du comté du Lac Saint-Jean en deux municipalités, distinctes et séparées, pour les fins municipales, agricoles, judiciaires et d'enregistrement.

J. C. LINDSAY,

Secrétaire-trésorier du

conseil municipal du comté du Lac Saint-Jean.
Roberval, 20 avril 1892. 2395 3

La Compagnie Canadienne de Lumière Electrique donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte.

MACMASTER & MCGIBBON,
Procureurs de la Compagnie Canadienne
de Lumière Electrique.

Montréal, 4 mai 1892. 2269 4

Avis public est par le présent donné que l'Institution Royale pour l'avancement des Sciences, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes incorporant la dite institution et lui accorder certains autres pouvoirs quant aux placements de ses fonds.

TAYLOR & BUCHAN,
Solliciteurs de la Requête.

Montréal, 3 mai 1892. 2275 4

Avis public est par le présent donné que Edward T. Taylor, George Ross Robertson, Cyrille Laurin, R. A. Campbell, James Bourne, A. N. Fauteux et E. Hurtubise et autres, courtiers d'assurance contre le feu, dans la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer sous le nom de "The Montreal Board of Fire Insu-

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to divide the municipality of the county of Lake Saint John into two county municipalities, distinct and separate, for municipal, agricultural, judicial and registration purposes.

J. C. LINDSAY,

Secretary treasurer of the

Municipal council of the county of Lake Saint John.
Roberval, 20th April, 1892. 2396

The Canadian Electric Light Company hereby gives notice that it will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act to amend its charter.

MACMASTER & MCGIBBON,
Attorneys for Canadian Electric
Light Company.

Montreal, 4th May, 1892. 2270

Public notice is hereby given that The Royal Institution for the advancement of Learning will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act to amend the acts incorporating the said institution and giving it certain additional powers, as to the investment of its funds.

TAYLOR & BUCHAN,
Solicitors for Applicant.

Montreal, 3rd May, 1892. 2276

Public notice is hereby given that Edward T. Taylor, George Ross Robertson, Cyrille Laurin, R. A. Campbell, James Bourne, A. N. Fauteux and E. Hurtubise and others, fire insurance brokers, in the city of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them under the name of "The Montreal Board of Fire Insurance," "Brokers," for the

rance," "Brokers," dans le but de protéger leurs intérêts comme courtiers licenciés.

TAYLOR & BUCHAN,
Soliciteurs des Requérants.

Montréal, 23 avril 1892. 2127 5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The St. Lawrence River Railroad Company", avec pouvoir de construire ou acquérir et mettre en opération un chemin de fer d'un point à ou près du village de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à un point à ou près de la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, et passant à travers les limites du comté de Verchères; avec pouvoir de faire des arrangements avec d'autres compagnies de chemins de fer; et d'ériger et construire des quais, docks, élévateurs, et émettre des reçus d'entrepôts.

E. S. D. MORGAN,
Procureur des requérants.

Montréal, 25 avril 1892. 2327 4

purpose of protecting their interests as licensed brokers.

TAYLOR & BUCHAN,
Solicitors for Applicants.

Montreal, 23rd April, 1892. 2128

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "The Saint Lawrence River Railroad Company," with power to construct, purchase and operate a line of railway from a point at or near the village of Saint Lambert, in the county of Chambly, to a point at or near the city of Sorel, in the county of Richelieu, and passing through the limits of the county of Verchères; with power to make arrangements with other railway companies; and to erect wharves, docks, elevators, and to issue warehouse receipts.

E. S. D. MORGAN,
Solicitor for applicants.

Montreal, 25th April, 1892. 2328

Avis Divers

DISTRICT ELECTORAL DE PORTNEUF.

ELECTION DU 8 MARS 1892.

Etat des dépenses des candidats.

1° ETAT des dépenses du candidat L. Stafford, écr :

Frais de voyage.....	\$177 50
Pension.....	79 00
Comités.....	65 00
Copies de listes électorales.....	100 00
Impressions, distribution de pamphlets, postage, etc.....	150 00
Total.....	\$571 50

(Copie)

(Signé) PAUL BLOUIN,
Agent légal.

Québec, 11 mai 1892.

2° ETAT des dépenses du candidat Jules Tessier, écr., député élu.

Dépenses de voyages et d'hôtellerie du candidat.....	\$190 00
Chambres de comités.....	97 00
Dépêches télégraphiques, correspondances.....	18 00
Copies de listes.....	26 00
Impressions de listes, circulaires, &c.....	35 00
Dépenses des orateurs et autres représentants du candidat et leurs charretiers....	150 00
Total.....	\$516 00

(Copie)

Québec, 5 mai 1892.

(Signé) JULES TESSIER,
Candidat.

ULRIC TESSIER,
Agent du candidat Jules Tessier.
CHS. A. ERN. GAGNON,
Officier rapporteur.

Québec, 11 mai 1892. 2727

ELECTION PROVINCIALE DE 1892.

ETAT des dépenses encourues par et pour Michael F. Hackett, candidat.

Impressions.....	\$187 60
Télégrammes.....	4 50
Téléphone.....	7 00
Postage.....	7 75
Dépenses personnelles du candidat.....	125 00
Total.....	\$331 85

Je certifie que le susdit état est un état correct

ELECTORAL DISTRICT OF PORTNEUF.

ELECTION OF THE 8TH OF MARCH, 1892.

Statement of expenses of the candidates.

1° STATEMENT of the expenses of the candidate L. Stafford, esq :

Travelling expenses.....	\$177 50
Board.....	79 00
Committees.....	65 00
Copies of election lists.....	100 00
Printing, distribution of pamphlets, postage, &c.....	150 00
Total.....	\$571 50

(Copy)

(Signed) PAUL BLOUIN,
Legal agent.

Quebec, 11th May, 1892.

2° STATEMENT of expenses of the candidate Jules Tessier, esquire, member elected.

Traveling expenses, board of the candidate.....	\$190 00
Committee rooms.....	97 00
Telegrams, correspondence.....	18 00
Copies of election list.....	26 00
Printing of lists, circulaires, &c.....	35 00
Expenses of speakers and other representatives of the candidate and their carterers.....	150 00
Total.....	\$516 00

(Copy)

Quebec, 5th May, 1892.

(Signed), JULES TESSIER,
Candidate.

ULRIC TESSIER,
Agent of the candidate Jules Tessier.
CHS. A. ERN. GAGNON,
Returning officer.

Quebec, 11th May, 1892. 2728

PROVINCIAL E ECTION, 1892.

STATEMENT of expenses incurred by or on behalf of Michael F. Hackett, a candidate.

Printing.....	\$187 60
Telegrams.....	4 50
Telephone.....	7 00
Postage.....	7 75
Personal expenses of candidate.....	125 00
Total.....	\$331 85

I certify that the above is a correct statement of

de tous les déboursés faits par moi, comme agent de Michael F. Hackett.

S. STEVENS,
Agent.

Approuvé, M. F. HACKETT.
Avril, 1892. 2741

DISTRICT ELECTORAL DE BERTHIER.

EXTRAIT de l'état détaillé des dépenses de Victor Allard, éer., candidat à l'élection du 8 mars 1892.

Dépenses personnelles\$ 60 00
Papeterie, postage et télégrammes..... 17 20
Pour listes électorales et charretiers..... 321 00
Loyer de salles de comité et gardien..... 42 00

\$440 20

(Signé), C. ATCHEZ DOSTALER,
Agent.

(Vrai extrait) A. DEMERS,
Officier-rapporteur.

Berthier, 7 mai 1892. 2729

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 2530.

Madame Adélie Payment, de la ville du Coteau Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste McMale, charretier, du même lieu, donne avis que, sous autorisation en justice, elle a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT & GERVAIS,
Avocats de la demanderesse.

11, Place d'Armes,
Bâtisse "New-York Life."
Montréal, 25 mai 1892. 2767

VENTE PAR ENCAN DE BAGAGE ET EFFETS
NON RÉCLAMES

Le chemin de fer du Grand Tronc du Canada donne avis par le présent qu'il vendra, dans les salles de D. H. & W. H. Fraser, 320, rue Saint-Jacques, Montréal, mercredi, le 6e jour de juillet 1892, à 10 heures A. M., et chacun des jours subséquents jusqu'à ce que le tout soit venu, une grande quantité d'effets et bagage non réclamés, consistant en partie de verreries, épiceries, quincailleries, machines, drogues, meubles et autres effets.

On peut se procurer des catalogues en s'adressant aux commissaires-priseurs.

Conditions : Un dépôt de pas moins de dix par cent sera requis au moment de la vente.

Par ordre du chemin de fer Grand Tronc du Canada.

D. H. & W. H. FRASER,
Commissaires-priseurs.

Montréal, 10 mai 1892. 2513 2

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, pour l'élection des directeurs et la transaction des affaires en général de la compagnie, aura lieu au bureau de la compagnie, 203, rue Saint-Jacques, Montréal, mercredi, le 1er jour de juin 1892, à 3 heures P. M.

JAMES COOPER,
Président.

Montréal, 18 mai 1892. 2671 2

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.
No. 1379.

Dame Emerance Houle, modiste et marchande publique, de Saint-Dominique, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Martin, cultivateur et commerçant, du même lieu.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Avocats de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 mai 1892. 2581 2

all disbursements made by me, as agent of Michael F. Hackett.

S. STEVENS,
Agent.

Approved, M. F. HACKETT.
April, 1892. 2742

ELECTORAL DISTRICT OF BERTHIER

EXTRACT from detailed statement of the expenses of Victor Allard, esq., candidate at election of the 8th of March, 1892.

Personal expenses.....\$ 60 00
Stationery, postage and telegrams..... 17 20
Electoral lists and carters..... 321 00
Lease of committee rooms and guardian... 42 00

\$440 20

(Signed), C. ATCHEZ DOSTALER,
Agent.

(True extract) A. DEMERS
Returning officer.

Berthier, 7th May, 1892. 2730

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2530.

Madame Adelia Payment, of the town of Coteau Saint Louis, in the district of Montreal, wife of Jean Baptiste McMale, carter, of the same place, hereby gives notice that she took, this day, an action for separation as to property from her husband.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT & GERVAIS,
Attorneys for Plaintiff.

11, Place d'Armes,
New York Life Building.
Montreal, 25th May, 1892. 2768

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT
AND BAGGAGE.

The Grand Trunk Railway of Canada hereby give notice that they will sell, at the salesroom of D. H. & W. H. Fraser, 320, Saint James street, Montreal, on Wednesday, the 6th day of July, 1892, at 10 o'clock A. M., and each subsequent day until the whole is disposed of a large quantity of unclaimed freight and baggage, consisting in part of glassware, groceries, hardware, machinery drugs, household effects and other sundries.

Catalogues of which can be had from the auctioneers on application.

Terms : A deposit of not less than ten per cent required at time of sale.

By order of the Grand Trunk Railway of Canada.

D. H. & W. H. FRASER,
Auctioneers.

Montreal, 10th May, 1892. 2514

The annual general meeting of the shareholders of the Baie des Chaleurs Railway, for the election of directors and the transaction of the general business of the company, will be held at the company's office, 203, Saint James street, Montreal, on Wednesday, the 1st day of June, 1892, at 3 o'clock P. M.

JAMES COOPER,
President.

Montreal, 18th May, 1892. 2672

Superior Court.—Saint Hyacinthe.
No. 1379.

Dame Emerance Houle, dressmaker and public trader, of Saint-Dominique, district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Martin, farmer and trader, of the same place.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 16th May, 1892. 2582

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes, sous le grand sceau de la province, octroyant une charte consistant en corps politique, à responsabilité limitée, les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie.

1° Le nom social de la compagnie sera "La compagnie de publication du *Canada Recue* ;

2° Son objet est la publication du journal, le *Canada Recue*, et tous autres journaux que la compagnie pourra décider d'acquérir ou de publier ; ainsi que l'exploitation d'ateliers d'imprimerie, reliure, clicherie et lithographie ;

3° Le montant du fonds social de la compagnie sera de dix mille piastres, divisé en mille actions de dix piastres chacune ;

4° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec ;

5° Les noms des requérants sont les suivants : Aristide Filiatroult, journaliste, de la cité de Montréal ; Louis Edouard Morin, senior, négociant, de la ville de Longueuil ; Joseph Alexandre Camille Madore, avocat, de la cité de Montréal ; Joseph Emile Vanier, ingénieur civil, de la cité de Montréal ; et Joseph Fortier, fabricant papetier, de la cité de Montréal ;

6° Les dits Aristide Filiatroult, Louis Edouard Morin, senior, Joseph Alexandre Camille Madore, Joseph Emile Vanier et Joseph Fortier sont les directeurs provisoires de la compagnie, et sont tous sujets britanniques.

ARTHUR GLOBENSKY,

Avocat et procureur des Requérants.
Montréal, 18 mai 1892. 2669 2

AVIS.

Sir Donald Alexander Smith, K. C. M. G. ; William Cornelius Van Horne, président de la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien ; Thomas George Shaughnessy, vice-président de la dite compagnie ; James Ross, entrepreneur, tous de Montréal ; Edmund Boyd Osler, courtier, et Wilmot Deloui Matthews, marchand de grains, tous deux de Toronto ; Sandford Fleming, ingénieur civil, d'Ottawa ; et William Hendrie, de Hamilton, entrepreneur, demanderont, sous un mois après la dernière publication de cet avis, conformément aux dispositions de l'article 4698 des statuts révisés de la province de Québec, des lettres patentes sous le grand sceau, octroyant une charte les constituant eux et autres qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé sous le nom de "The Chateau Frontenac Company," dans le but de posséder et tenir un hôtel dans la cité de Québec, et y faire les affaires y ayant rapport.

La dite cité de Québec sera sa principale place d'affaires, et son fonds social sera de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille actions (3,000) de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits William Cornelius Van Horne, Richard Bladworth Angus, Edmund Boyd Osler, Thomas George Shaughnessy et James Ross.

R. T. HENEKER,
Solliciteur des Requérants.
2621 2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 86.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Marie Obéline Gauthier, contre son mari, François Bellehache, de Québec, commerçant.

W. J. MILLER,
Avocat de la Demanderesse.
Québec, 14 mai 1892. 4 2587 2

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent, under the great seal of the province of Quebec, granting a charter, incorporating as a body politic (limited), the petitioners and such other persons as may become shareholders of the company.

1° The corporate name of the company will be "The Publishing Company of *Le Canada Recue*. (*La Compagnie de publication du Canada Recue*) ;

2° Its object is the publication of the newspaper *Le Canada Recue*, and any other newspapers which the company may decide upon purchasing or publishing ; also the carrying on the business of printing, binding and lithographing ;

3° The amount of capital stock of the company will be ten thousand dollars, divided into one thousand shares of ten dollars each ;

4° The company's chief place of business will be in the city of Montreal, in the province of Quebec

5° The names of the petitioners are as follows : Aristide Filiatroult, journalist, of the city of Montreal ; Louis Edouard Morin, senior, merchant, of the town of Longueuil ; Joseph Alexandre Camille Madore, advocate, of the city of Montreal ; Joseph Emile Vanier, civil engineer, of the city of Montreal ; and Joseph Fortier, manufacturing stationer, of the city of Montreal ;

6° The said Aristide Filiatroult, Louis Edouard Morin, senior, Joseph Alexandre Camille Madore, Joseph Emile Vanier and Joseph Fortier are the provisional directors of the company, and are all british subjects.

ARTHUR GLOBENSKY,

Attorney and solicitor for Petitioners.
Montreal, 18th May, 1892. 2670

NOTICE.

Sir Donald Alexander Smith, K. C. M. G. ; William Cornelius Van Horne, president of the Canadian Pacific Railway company ; Thomas George Shaughnessy, vice-president of said company ; James Ross, contractor, all of Montreal ; Edmund Boyd Osler, broker, and Wilmot Deloui Matthews, grain merchant, both of Toronto ; Sandford Fleming, civil engineer, of Ottawa ; and William Hendrie, of Hamilton, contractor, will, within one month of the last publication of this notice, petition in pursuance of the provisions of article 4698 of the revised statutes of the province of Quebec for letters patent under the great seal, granting a charter constituting them and others, who thereafter become shareholders in the company thereby created a body politic and corporate under the name of "The Chateau Frontenac Company," for the purpose of owning and keeping an hotel in the city of Quebec, and carrying on the business incidental thereto.

The said city of Quebec to be its chief place of business, and its capital stock to be three hundred thousand dollars (\$300,000.00) divided in three thousand shares (3,000) of one hundred dollars (100.00) each.

The first directors of the company to be the said William Cornelius Van Horne, Richard Bladworth Angus, Edmund Boyd Osler, Thomas George Shaughnessy and James Ross.

R. T. HENEKER,
Solicitor for Applicants.
2622

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 86.

An action in separation as to property has been instituted, this day, at the request of Dame Mary Obeline Gauthier, against her husband, François Bellehache, of Quebec, trader.

W. J. MILLER,
Plaintiff's Attorney.
Québec, 14th May, 1892. 2588

Cour Supérieure.—Montréal.

No. 1762.

Dame Céline Martineau, épouse commune en biens de François Leduc, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, à ce dûment autoiséz,
Demanderesse ;

vs.

Le dit François Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise par la défenderesse.

JODOIN & JODOIN,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 7 mai 1892. 2345 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No. 38.

Avis est par les présentes donné que Dame Sylvia Surprenant, de la paroisse de Saint-Bernard de La-colle, dans le district d'Iberville, épouse de Arsène Morin, du même lieu, boucher, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant cette cour.

J. S. MESSIER,
Avocat de la Demanderesse.
Saint-Jean, 5 mai 1892. 2355 3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Dame Eleonor Donahue, de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, épouse de William Murray, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

PARADIS & CHASSE,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Jean, P. Q., 6 mai 1892. 2389 3

Cour Supérieure.—Montréal.

No. 1932.

Dame Rosalie Boutin, épouse commune en biens de Louis Létourneau, commerçant, de la ville de Longueuil, district de Montréal, à ce dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Létourneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse, ce jour.

JODOIN & JODOIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 11 mai 1892. 2453 3

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
Georgiana Marquis, épouse commune en biens de Joseph Verret, commerçant, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Verret, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

F. X. LEMIEUX,
Proc. de la Demanderesse.
Québec, 11 mai 1892. 2409 3

Superior Court.—Montreal.

No. 1762.

Dame Céline Martineau, wife commune en biens of François Leduc, contractor, of the city and district of Montreal, hereby duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

The said François Leduc, Defendant.
An action in separation from board has been taken by the plaintiff.

JODOIN & JODOIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 7th May, 1892. 2346

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 38.

Notice is hereby given that Dame Sylvia Surprenant, of the parish of Saint Bernard of La-colle, in the district of Iberville, wife of Arsène Morin, of the same place, butcher, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

J. S. MESSIER,
Attorney for Plaintiff.
Saint Johns, 5th May, 1892. 2356

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that, Dame Eleonor Donahue, of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, wife of William Murray, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

PARADIS & CHASSE,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Johns, P. Q., 6th May, 1892. 2390

Superior Court.—Montreal.

No. 1932.

Dame Rosalie Boutin, wife commune en biens of Louis Létourneau, trader, of the town of Longueuil, district of Montreal, hereby duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Létourneau, Defendant.
An action in separation from board, has been instituted by the plaintiff this day.

JODOIN & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 11th May, 1892. 2454

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
Georgiana Marquis, wife of Joseph Verret, trader, of the city of Quebec, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Verret, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

F. X. LEMIEUX,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 11th May, 1892. 2410

DANS LA COUR SUPREME.

Halifax S. S.

Dans l'affaire de la Banque de Liverpool, et dans l'affaire de l'acte des liquidations, chapitre 129, statuts révisés du Canada.

(Signé), C. J. T.

(L. S.)

Devant M. le juge TOWNSHEND.

En lisant les affidavits de George McLeod, John M. Smith et George Thomson, respectivement assermentés et produits dans cette affaire, le 2e jour de juillet A. D. 1890, l'avis de motion en date du 2e jour de juillet 1890, et les affidavits de George W. Schurman, de la signification d'iceux, et l'avis de motion en date du 27e jour d'avril 1892, et les affidavits de la signification d'iceux avec l'affidavit de George McLeod, assermenté le 12e jour d'avril 1892, et les papiers de record ici avec et sur motion du conseil des liquidateurs de la banque de Liverpool,

Il est ordonné que le premier jour de septembre A. D. 1892, soit et le dit jour est par le présent fixé comme le jour où les créanciers de la dite banque de Liverpool et autres qui ont des réclamations contre elle pourront produire leurs réclamations. Les dites réclamations devront être envoyées aux liquidateurs de la dite banque, dans la cité d'Halifax, dans le comté d'Halifax et province de la Nouvelle-Ecosse. Cet ordre est fait en vertu de la 59e section du susdit acte des liquidations.

Il est de plus ordonné que la publication de l'avis ci-annexé et marqué A, pour un mois, une insertion chaque semaine dans le *Liverpool Times*, journal publié à Liverpool, dans le comté de Queens et province de la Nouvelle-Ecosse, dans le *Liverpool Advance* journal publié à Liverpool, dans le dit comté de Queens, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et dans la *Canada Gazette* et dans la gazette officielle de chaque province du Canada, en sera l'avis suffisant aux créanciers de la dite banque de Liverpool, et à toutes autres personnes qui ont des réclamations contre la dite banque de Liverpool, y compris les porteurs de billets de banque en circulation.

Daté à Halifax, ce 3e jour d'avril A. D. 1892.

(Signé) S. H. HOLMES,
Protonotaire.

A

DANS LA COUR SUPREME.

Halifax S. S.

Dans l'affaire de la Banque de Liverpool, et dans l'affaire de l'acte des liquidations, chapitre 129, statuts révisés du Canada.

(Signé), C. J. T.

(L. S.)

Avis est par le présent donné que l'honorable Charles J. Townshend, juge de la cour suprême de la Nouvelle-Ecosse, en vertu des dispositions des 59e et 104e sections du dit acte des liquidations, a fixé le premier jour de septembre A. D. 1892, comme le jour où les créanciers de la dite banque de Liverpool et autres qui ont des réclamations contre elle, y compris les porteurs de billets de banque en circulation, peuvent produire leurs réclamations.

Toutes les dites réclamations devront être envoyées aux liquidateurs de la dite banque de Liverpool, dans la cité d'Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et toutes les dites réclamations pourront être envoyées ou adressées à George McLeod, gérant local de la banque de la Nouvelle-Ecosse, Halifax, Nouvelle-Ecosse.

Daté à Halifax, ce 30e jour d'avril A. D. 1892.

La Banque de la Nouvelle Ecosse,
GEORGE McLEOD,
Agent.
JOHN M. SMITH,
GEORGE THOMSON,
Liquidateurs.

R. L. BORDEN,
Solliciteur des dits liquidateurs.

2291 4

IN THE SUPREME COURT.

Halifax S. S.

In the matter of the Bank of Liverpool, and in the matter of the winding-up act, chapter 129, revised statutes of Canada.

(Signed), C. J. T.

(L. S.)

Before Mr. Justice TOWNSHEND.

Upon reading the affidavits of George McLeod, John M. Smith and George Thomson, respectively sworn and filed herein, on the 2nd day of July A. D. 1890, the notice of motion dated 2nd July, 1890, and the affidavits of George W. Schurman, of the service thereof, and the notice of motion bearing date the 27th day of April, 1892, and the affidavit of the service thereof with the affidavit of George McLeod, sworn the 12th day of April, 1892, and the papers on file herein and on motion of counsel for the liquidators of the bank of Liverpool,

It is ordered that the first day of September A. D. 1892, be and the same is hereby fixed as the day on or within which creditors of the said bank of Liverpool and others, who have claims thereon may send in their claims. Such claims are to be sent to the liquidators of the said bank, at the city of Halifax, in the county of Halifax and province of Nova Scotia. This order is made under the 59th section of the winding-up act aforesaid.

It is further ordered that the publication of the notice hereto annexed and marked A, for one month, by one insertion each week in the *Liverpool Times*, newspaper published in Liverpool, in the county of Queens and province of Nova Scotia, in the *Liverpool Advance* newspaper published in Liverpool, in the said county of Queens, in the province of Nova Scotia, and in the *Canada Gazette*, and in the official gazette of each province of Canada, shall be sufficient notice thereof to the creditors of the said bank of Liverpool, and to all other persons who have claims on the said bank of Liverpool, including the holders of bank notes in circulation.

Dated at Halifax, the 30th day of April A. D. 1892.

(Signed) S. H. HOLMES,
Prothonotary.

A

IN THE SUPREME COURT.

Halifax S. S.

In the matter of the Bank of Liverpool, and in the matter of the winding-up act, chapter 129 revised statutes of Canada.

(Signed), C. J. T.

(L. S.)

Notice is hereby given that the Honorable Charles J. Townshend, a judge of the supreme court of Nova Scotia, under the provisions of the 59th and 104th sections of the said winding-up act has fixed the first day of September, A. D. 1892, as the day on or within which creditors of the said bank of Liverpool and others, who have claims thereon, including holders of bank notes in circulation may send in their claims.

All such claims are to be sent to the liquidators of the said bank of Liverpool, at the city of Halifax, in the province of Nova Scotia, and all such claims may be forwarded or addressed to George McLeod, local manager of the bank of Nova Scotia, Halifax, Nova Scotia.

Dated at Halifax, the 30th day of April A. D., 1892.

The Bank of Nova Scotia,
GEORGE McLEOD,
Agent.
JOHN M. SMITH,
GEORGE THOMSON,
Liquidators.

R. L. BORDEN,
Solicitor for the said liquidators.

2292

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera *The Rackarock Company, Limited*.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer des matières explosives et leurs ingrédients, matières chimiques, acides, fertilisant et matériaux pour opérer les explosions, comprenant les capsules fulminantes, capsules à détonation, produits d'explosions électriques, signaux de chemin de fer en temps de brume, mèches de sûreté et machines électriques pour explosion ; de faire les affaires de manufacture et vente des articles ci-dessus nommés et autres de même nature et analogue, et d'acquérir et posséder des immeubles et y ériger toutes bâtisses nécessaires, manufactures et magasins, et d'acquérir et utiliser les pouvoirs d'eau, le tout dans le but des affaires de la dite compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de trente-cinq mille piastres, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, professions et résidences de chacun des requérants sont comme suit : Addison Crittenden Rand, de la cité de l'Etat de New-York, manufacturier ; George Henry Sampson, de Medford, Massachusetts, manufacturier ; et Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes et Frederick Arthur Halsey, tous de la cité de Sherbrooke, tous manufacturiers.

6° Les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie seront Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes et Frederick Arthur Halsey, tous résidents à Sherbrooke, P. Q., et les deux premiers sont sujets de Sa Majesté.

LAWRENCE & MORRIS,

Solliciteurs des Requérants.

Sherbrooke, 4 mai 1892. 2321 4

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

L'assemblée générale annuelle de la Compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu au bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, Angleterre, lundi, le 13e jour de juin 1892, à midi, pour la transaction des affaires de la compagnie en général.

Les livres de transfert seront fermés depuis le six jusqu'au treize de juin 1892, inclusivement.

THOMAS LINDLEY,

Secrétaire.

Londres, Angleterre, avril 1892. 2209 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1774.

Dame Cécile Ménard, de la cité et du district de Québec, épouse commune en biens de Alfred Marois *alias* Malone, ci-devant commerçant, du même lieu, et actuellement de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, *in forma pauperis*, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Marois *alias* Malone, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt et unième jour d'avril courant (1892).

PREFONTAINE & ST. JEAN,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 25 avril 1892. 2071 5

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the persons hereinafter named, to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by Letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them, and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The name of the company is to be the *Rackarock Company, Limited*.

2° The objects for which incorporation are sought are : To manufacture explosives and the component parts thereof, chemicals, acids, fertilizers and materials for initial explosions, including fulminate caps, detonating caps, electric exploders, railway fog signals, safety fuse and electric blasting machines ; to carry on the business of trading in manufacturing and selling the above named articles and others of similar or cognate character, and to acquire and hold real estate and erect thereon all necessary buildings, factories and storehouses, and to acquire and utilize water powers, the whole for the purposes of the business of said company.

3° The chief place of business of said company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

4° The amount of the capital stock of the said company is to be thirty-five thousand dollars, divided into 350 shares of \$100 each.

5° The name in full and address and calling of each of the applicants, is as follows : Addison Crittenden Rand, of the city and State of New York, manufacturer ; George Henry Sampson, of Medford, Massachusetts, manufacturer ; and Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes and Frederick Arthur Halsey, all of the city of Sherbrooke, all manufacturers.

6° The first or provincial directors of the said company shall be Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes and Frederick Arthur Halsey, all resident at Sherbrooke, P. Q., and the first two being subjects of Her Majesty.

LAWRENCE & MORRIS,

Solicitors for Applicants.

Sherbrooke, 4th May, 1892. 2322

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

The general annual meeting of the Quebec Central Railway Company will be held at the office of the said company, No. 5, Great Winchester street, London, England, on Monday, 13th June, 1892, at twelve noon of the clock, for the transaction of the general business of the company.

The transfer books of the company will be closed from sixth to thirteenth days of June, 1892, inclusive.

THOMAS LINDLEY,

Secretary.

London, England, April, 1892. 2210

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 1774.

Dame Cécile Ménard, of the city and district of Québec, wife common as to property of Alfred Marois *alias* Malone, formerly trader, of the same place, and presently of the city and district of Montréal, duly authorized to appear in judicial proceedings *in forma pauperis*, Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Marois *alias* Malone, Defendant.
An action for separation as to property and from bed and board has been instituted in this cause, on the twenty-first day of April instant (1892).

PREFONTAINE & ST. JEAN,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 25th April, 1892. 2072

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 32.

Avis est par les présentes donné que Dame Azilda Bessette, de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, épouse de Joseph Jetté, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens d'avec son dit époux, devant la dite cour.

PARADIS & CHASSÉ,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Jean, 25 avril 1892. 2115 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2566.

Dame Jeanne *alias* Félicia Chataignier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Pierre Jean Baptiste Monier, journaliste, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMOTHE & TRUDEL,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 6 février 1892. 2129 5

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Moïse Brassard *et al.*, Demandeurs ;

vs.
Dame Malvina Huberdeault, (C. Lamoureux & Cie.)
Défendeurs et Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au quinzième jour de juin 1892, après laquelle date les réclamations colloquées seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs-conjoints.
Sherbrooke, 27 mai 1892. 2739

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Morin, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 20e jour de mai 1892, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filés à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs-conjoints.
Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 20 mai 1892. 2733

Province de Québec, }
District de St.-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 83.

In re Joseph *alias* Zozime Touchette, de Abbotsford, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13 juin prochain 1892, et sera payable à mon bureau, No 9, rue Saint-Denis, 15 jours après cette dernière date, c'est-à-dire le 28 juin aussi prochain, hors le cas de contestation.

J. O. DION,
Curateur.
Saint-Hyacinthe, 27 mai 1892. 2777

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 32.

Notice is hereby given that Dame Azilda Bessette, of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, wife of Joseph Jetté, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

PARADIS & CHASSÉ,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Johns, 25th April, 1892 2116

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 2566.

Dame Jeanne *alias* Felicia Chataignier, of the city and district of Montreal, wife of Pierre Jean Baptiste Monier, journalist, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAMOTHE & TRUDEL,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 6th February, 1892. 2130

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Moïse Brassard *et al.*, Plaintiffs ;

vs.
Dame Malvina Huberdeault, (C. Lamoureux & Cie.)
Defendants and Insolvents.

A first and final dividend sheet has been declared in this matter, open to objection until the fifteenth day of June, 1892, after which date claims collocated thereon will be payable at our office, 125, Wellington street.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.
Sherbrooke, 27th May, 1892. 2740

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Morin, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 20th day of May, 1892, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.
Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes Sq.,
Montreal, 20th May, 1892. 2734

Province of Quebec, }
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 83.

In re Joseph *alias* Zozime Touchette, of Abbotsford, Insolvent.

A first and final sheet of dividend has been prepared in this matter, and shall be open to objection until the 13th June next, 1892, it shall be payable at my office, No. 9, Saint Denis street, 15 days after the above date, viz, on the 28th June next, if not contested.

J. O. DION,
Curator.
Saint-Hyacinth, 27th May, 1892. 2778

Règles de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—Montreal.*
 District de Montréal. }
 No. 112.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Lagachetière ;

et

Les Syndics de The Saint Andrews Church,
 Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit : La partie sud-est du lot No. 1148, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal.

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)

T. POIRIER,

Député Protonotaire C. S.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Avocats des Indemnitaires.

Bureau du Protonotaire,
 Montréal, 25 mai 1892.

2765

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—Montreal.*
 District de Montréal. }
 No. 112.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Lagachetière ;

et

Barnard Tansey, de la cité de Montréal, bourgeois,
 Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, les prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

La partie sud-est du lot No. 1147, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaires, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)

T. POIRIER,

Député Protonotaire, C. S.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Avocats de l'Indemnitaires.

Bureau du Protonotaire,
 Montréal, 25 mai 1892.

2763

Rules of Court

Province of Quebec, } *Superior Court.—Montreal.*
 District of Montreal. }
 No. 112.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Lagachetière street ;

and

The Trustees of the Saint Andrews Church,
 Indemnitaires.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely: The south east portion of lot cadastral No. 1148, of Saint Antoine ward, of said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaires, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)

T. POIRIER,

Deputy Prothonotary S. C.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Attorneys for Indemnitaires.

Prothonotary's office,
 Montreal, 25th May, 1892.

2766

Province of Quebec, } *Superior Court.—Montreal.*
 District of Montreal. }
 No. 112.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Lagachetière street ;

and

Barnard Tansey, of the city of Montreal, gentleman,
 Indemnitaires.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

The south east portion of lot cadastral No. 1147, of Saint Antoine ward, of said city of Montreal.

And upon the petition of the said indemnitaires, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)

T. POIRIER,

Deputy Prothonotary, S. C.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Attorneys for Indemnitaires.

Prothonotary's office,
 Montreal, 25th May, 1892.

2764

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No. 960. }

Le treizième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-douze.

Joseph Montpellier, Demandeur ;

vs

Dieudonné Brulé, banquier, du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, Défendeur ;

et

Divers Opposants.

Sur ordre de l'honorable Charles Gill, un des juges de cette cour, donné le treize du courant, les créanciers du dit Dieudonné Brulé, le défendeur en cette cause, qui n'aurait pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(Par ordre,)

GEO. W. KERNICK,
 Député P. C. S.

BISAILLON, BROUSSEAU & LAJOIE,
 Avocats du demandeur. 2579 2

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No. 608. }

Le dix-huitième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-douze.

John G. Watson, Demandeur ;

vs.

J. A. Dupuis, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur ;

et

Prosper Drouin, Tiers-saisi.

Sur ordre de l'honorable Chas J. Doherty, l'un des juges de cette cour, donné le seizième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-douze, les créanciers du dit J. A. Dupuis, le défendeur en cette cause, qui n'aurait pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

GEO. W. KERNICK,
 Député P. C. S.

2653 2

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Québec. }
 No. 400. }

Le deuxième jour de mai 1892.

Présent : l'honorable juge F. W. ANDREWS.

Le Séminaire de Québec, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Québec, Demandeur ;

vs.

L'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur, Défendeur ;

et

Dame Sophie Lefebvre, de la cité de Québec, veuve de feu Jean Baptiste Renaud, en son vivant, écuier, marchand, Opposant afin de conserver.

La cour, vu la motion faite de la part de l'opposante, Dame Sophie Lefebvre, à l'effet que, vu la vente mobilière faite en cette cause et la distribution des deniers à faire provenant de la dite vente ; et vu les diverses oppositions afin de conserver produites dans lesquelles l'insolvabilité du défendeur est alléguée :

Il soit permis à la dite opposante d'appeler les créanciers du défendeur par un avis à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, leur enjoignant

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 960. }

The thirteenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

Joseph Montpellier, Plaintiff ;

vs

Dieudonné Brulé, banker, of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, Defendant ;

and

Divers Opposants.

Under the order given, to-day, by the Honorable Charles Gill, one of the judges of this court, the creditors of the said Dieudonné Brulé, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 603 and 604 of the code of civil procedure.

(By order,)

GEO. W. KERNICK,
 Deputy P. S. C.

BISAILLON, BROUSSEAU & LAJOIE,
 Attorneys for plaintiff. 2580

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 608. }

The eighteenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two.

John G. Watson, Plaintiff ;

vs.

J. A. Dupuis, of the city and district of Montreal, trader, Defendant ;

and

Prosper Drouin, Tiers-saisi.

Under the order the Honorable Chas J. Doherty, one of the judges of this court, given on the sixteenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-two, the creditors of the said J. A. Dupuis, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 603 and 604 of the code of civil procedure.

GEO. W. KERNICK,
 Deputy P. S. C.

2654

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of Québec. }
 No. 400. }

On the second day of May, 1892.

Présent :—The Honorable Judge F. W. ANDREWS.

Le Séminaire de Québec, a body politic and corporate, having its principal establishment in the city of Québec, Plaintiff ;

vs.

L'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec, a body politic and corporate having its principal establishment in the parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, Defendant ;

and

Dame Sophie Lefebvre, of the city of Québec, widow of the late Jean Baptiste Renaud, in his lifetime, esquire, merchant, Opposant, *afin de conserver*.

The court, seeing the motion made on behalf of the opposant, Dame Sophie Lefebvre, to the effect that, seeing the sale made of the movable effects in this cause, and the distribution to be made of the moneys accruing from the said sale, and seeing the several oppositions *afin de conserver* filed herein, in which the defendant's insolvency is alleged :

It be allowed opposant to call in the creditors of the defendant, by a notice to be published twice, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, ordering them to file their claims

de produire leurs réclamations sous quinze jours à compter de la date de la première insertion du dit avis ;

Accorde la dite motion, partant adjuge et ordonne le tout tel que demandé, avec dépens et par privilège sur la masse, distraits en faveur de Messieurs Casgrain, Angers & Lavery, procureurs de l'opposante.

ED. L. BURROUGHS,
Dep. P. C. S.

GASGRAIN, ANGERS & LAVERY,
Procureurs de l'opposante. 2611 2

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1885.

Ex parte "The Atlantic & North West Railway Company", corporation dûment constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, Requérente en ratification de titre ;

et

Alexander Mills & Henry Mills, tous deux de la paroisse de Montréal, cultivateurs,
Propriétaires expropriés.

Avis est par les présentes donné au public qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, une sentence arbitrale en date du dix-huit de mai mil huit cent quatre-vingt-huit, entre les parties en cette cause, rendue par la majorité des arbitres, et par laquelle les dits arbitres ont fixé et déterminé à la somme de cinq mille piastres, l'indemnité qui doit être payée aux dits propriétaires expropriés pour l'immeuble ci-après décrit, requis pour l'usage de la dite compagnie, savoir :

Partie d'un certain lot de terre connu et désigné au cadastre de la paroisse de Montréal comme lot numéro cent quarante-deux et décrit comme lot numéro quatorze, sur le plan et livre de renvoi du dit chemin de fer, savoir : Cette partie du dit lot numéro cent quarante-deux décrite comme suit : Une lisière de terrain mesurant quatre-vingts pieds de largeur sur huit cent soixante-dix-neuf pieds de longueur, mesure anglaise, le long de la ligne centrale du dit chemin de fer, et contenant un arpent, quatre-vingt-onze perches et huit centièmes de perche en superficie ; et bornée à l'est par le lot numéro officiel cent quarante-quatre, de la dite paroisse, à l'ouest par le numéro officiel cent quarante et un, de la dite paroisse, et des deux côtés par partie du dit lot numéro cent quarante-deux ; lequel immeuble a été possédé par la dite compagnie pendant les trois dernières années.

En conséquence, toutes les personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque, en vertu d'aucun titre ou pour quelque raison que ce soit, sur les terrains sus-décrits, ou les représentants ou maris de telles personnes, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, siégeant à Montréal, le douzième jour de septembre prochain, une demande en ratification de la susdite sentence arbitrale, et à moins que leurs réclamations ne soient de celles que le registraire des hypothèques est tenu par les dispositions du code de procédure civile du Bas-Canada, de mentionner dans son certificat à être produit en cette cause, elles sont requises de signifier leurs oppositions ou réclamations par écrit, et de les produire au bureau du dit protonotaire, huit jours au moins avant le dit douzième jour de septembre prochain, faute de quoi elles seront pour toujours déchués du droit de le faire.

J. DESROSIERS,
Député protonotaire, C. S.

Bureau du protonotaire,
Montréal, 25 avril 1892. 2075 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

within fifteen days from the date of the first insertion of the said notice ;

Grants the said motion, and orders accordingly, the whole as prayed for, with costs by privilege on the mass, *distrain* in favor of Messrs Casgrain, Angers & Lavery, attorneys for opposant.

ED. L. BURROUGHS,
Dep. P. S. C.

CASGRAIN, ANGERS & LAVERY,
Attorneys for Opposant. 2612

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1885.

Ex parte The Atlantic & North West Railway Company, a body politic, duly incorporated, having its head office at the city of Montreal,

Petitioners for ratification of title ;

and

Alexander Mills & Henry Mills, both of the parish of Montreal, farmers,
Proprietors expropriated.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, and arbitration award of date the eighteenth day of May, one thousand eight hundred and eighty-eight, between the parties in this cause, rendered by the majority of the arbitrators, and by which the said arbitrators have fixed and determined at the sum of five thousand dollars, the indemnity to be paid to said proprietors expropriated for the immovables hereinafter described, required for the use of the said company, to wit :

A part of a certain lot of land known and distinguished on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as lot number one hundred and forty-two, and described as lot number fourteen on the map or plan and book of reference of the said railway, to wit : That part of said lot number one hundred and forty-two, described as follows : A strip of land measuring eighty feet in width by eight hundred and seventy-nine feet, english measure, in length along the centre line of the said railway, and containing one arpent, ninety-one perches and eight hundredths of a perch in superficies ; and being bounded at the east end by the lot official number one hundred and forty-four, of the said parish, at the west end by official number one hundred and forty-one, of said parish, and on both sides by portions of said lot number one hundred and forty-two, and possessed by the said company for the three years now last past.

And all persons who have or claim to have any privilege or hypothec under any title or by any means whatsoever, in and upon the said pieces of land, or being the representatives or husbands of such persons, are notified that application will be made to the said superior court, sitting at Montreal, on the twelfth day of September next, for a judgment of confirmation of the said above mentioned arbitration award, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure for Lower Canada, to include in his certificate, they are hereby required to signify in writing their oppositions and file the same in the office of the prothonotary, eight days at least before the said twelfth day of September next, in default whereof they shall be forever foreclosed from the right of so doing.

J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary S. C.

Prothonotary's office,
Montreal, 25th April, 1892. 2076
[First published, 30th April, 1892.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **DAME CELINA GAU-**
No. 39. } **DET.** épouse séparée de
biens de Bazile Théroux, fils, éc., Demanderesse; contre **PIERRE BEGIN**, Défendeur.

1° Un terrain faisant partie du lot numéro cinq (5), du troisième rang du canton de Tingwick, contenant trente-neuf acres en superficie, et connu au plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro deux cent dix-huit (218).

2° Un autre terrain formant partie des mêmes lot et rang, contenant environ quarante sept acres en superficie, et connu aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux cent dix-neuf (219).

3° Un autre terrain faisant partie des mêmes lot et rang, contenant environ trente-neuf acres en superficie, et connu aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro deux cent vingt (220).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice de Tingwick, le **PREMIER** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 27 mai 1892. 2737
[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Quebec.*

Arthabaska, à savoir: } **DAME HENRIETTE**
No. 1826. } **LABRECQUE**, veuve
de feu Etienne Allaire, Demanderesse; contre **ZOEL DUMAIS**, Défendeur.

Un lot de terre de trois arpents de front, dans le cinquième rang du canton de Nelson, sur vingt-huit arpents de profondeur, étant connu sous le numéro seize D (16 D), du cinquième rang du dit canton de Nelson, comté de Mégantic.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasia de Nelson, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier de septembre prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 27 mai 1892. 2751
[Première publication, 28 mai 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **DAME MARGARET**
No. 80. } **HURLEY**, Deman-
deresse; contre **JAMES SCOTT**, Défendeur.

1° Un morceau de terre connu comme le côté sud-est du lot numéro dix-neuf, dans le huitième rang du canton de Durham, contenant trois arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **DAME CELINA GAU-**
No. 39. } **DET.** wife separated as
to property of Bazile Théroux, jr., esq., Plaintiff; against **PIERRE BEGIN**, Defendant.

1° A piece of land forming part of lot number five (5), in the third range of the township of Tingwick, containing thirty-nine acres in superficies, and known on the official plan and book of reference for said township, as number two hundred and eighteen (218).

2° Another piece of land forming part of same lot and range, containing about forty-seven acres in superficies, and known on said plan and book of reference, as number two hundred and nineteen (219).

3° Another piece of land forming part of same lot and range, containing about thirty-nine acres in superficies, and known on said plan and book of reference for said township, as number two hundred and twenty (220).

To be sold at the parochial church door of Saint Patricks of Tingwick, on the **FIRST** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirty-first day of August next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 27th May, 1892. 2738
[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Quebec.*

Arthabaska, to wit: } **DAME HENRIETTE LA-**
No. 1826. } **BRECQUE**, widow of
the late Etienne Allaire, Plaintiff; against **ZOEL DUMAIS**, Defendant.

A lot of land of three arpents in front, in the fifth range of the township of Nelson, by twenty-eight arpents in depth, being known under number sixteen D (16 D), of the fifth range, in said township of Nelson, county of Mégantic.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anastasia of Nelson, on the **TWENTY-NINTH** day of **JULY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon. Said writ returnable on the first day of September next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 27th May, 1892. 2752
[First published, 28th May, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **DAME MARGARET**
No. 80. } **HURLEY**, Plaintiff;
against **JAMES SCOTT**, Defendant.

1° A piece of land known as the south east side of lot number nineteen, in the eighth range of the township of Durham, containing three arpents and a half in front by twenty-eight arpents in depth,

plus ou moins ; borné aux deux bouts par les lignes des rangs, au nord-ouest par Charles Charpentier, et au sud-est par le lot numéro dix-huit.

2° Le quart nord-ouest du lot numéro dix-huit, du dit huitième rang du canton de Durham.

3° Soixante et quinze acres de terre en superficie, formant partie du lot numéro dix-huit, du dit huitième rang du dit canton de Durham ; borné aux deux bouts par les lignes des rangs, au nord-ouest par le terrain ci-haut en second lieu décrit, et au sud-est par François Scott ou représentants—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, le TRENTEIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 25 mai 1892. 2753
[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—Comté de Mégantic.

Arthabaska, à savoir : } OUIS ROBERGE,
No. 5183. } Demandeur ; contre
JAMES CURRIE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste, formant partie du lot de terre numéro seize, du deuxième rang du canton d'Inverness, maintenant connue et désignée comme étant le numéro cent sept (107), du cadastre officiel du dit canton d'Inverness—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-Baptiste, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juillet prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 26 avril 1892. 2107 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No. 182. } FRANCO-CANADIEN,
Demandeur ; contre ALEXANDER LACKEY,
Défendeur.

1° Le lot de terre numéro dix-huit (18), du quatrième rang du canton de Grantham, dans le comté de Drummond, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins.

2° La moitié sud-ouest de la moitié sud-est du lot de terre numéro dix-huit (18), du troisième rang du dit canton de Grantham, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins.

3° La moitié sud-ouest de la moitié nord-ouest du lot de terre numéro dix-sept (17), du troisième rang du canton de Grantham susdit, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins.

4° Dix acres, plus ou moins, à prendre sur le coin sud-est de la moitié nord-ouest du lot numéro dix-huit (18), du troisième rang du dit canton de Grantham, au sud-ouest du chemin, moins un acre, connu comme l'emplacement du moulin—avec une maison, granges et autres bâtisses dessus construites, le dit terrain étant de forme triangulaire ; borné d'un bout par le quatrième rang, de l'autre bout par le chemin, et du côté sud-est par l'immeuble ci-dessus désigné en second lieu.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le TROISIÈME jour de JUNI prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 31 mars 1892. 1587 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

more or less ; bounded at both ends by the ranges lines, and to the north west by Charles Charpentier, and to the south east by lot number eighteen.

2° The north west quarter of lot number eighteen, in said eighth range of the township of Durham.

3° Seventy-five acres of land in superficies, forming part of lot number eighteen, of said eighth range of said township of Durham ; bounded at both ends by range lines, to the north west by the land in the above second place mentioned, and to the south east by Francis Scott or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Durham, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirty-first day of August next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 25th May, 1892. 2754
[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Mégantic.

Arthabaska, to wit : } OUIS ROBERGE, Plain-
No. 5183. } tiff ; against JAMES
CURRIE, Defendant.

As belonging to the said defendant :

A land lying and situate in the parish of Saint Pierre Baptiste, forming part of the lot of land number sixteen, in the second range of the township of Inverness, now known and distinguished as being number one hundred and seven (107), of the official cadastre of the said township of Inverness—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre Baptiste, on the SECOND day of JULY next, at THREE of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the ninth day of July next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 26th April, 1892. 2108
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Arthabaska, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 182. } FRANCO-CANADIEN,
Plaintiff ; against ALEXANDER LACKEY, Defen-
dant.

1° The lot of land number eighteen (18), in the fourth range of the township of Grantham, in the county of Drummond, containing two hundred acres of land in superficies, more or less.

2° The south west half of the south east half of the lot of land number eighteen (18), in the third range of the said township of Grantham, containing fifty acres of land in superficies, more or less.

3° The south west half of the north west half of the lot of land number seventeen (17), in the third range of the township of Grantham aforesaid, containing fifty acres of land in superficies, more or less.

4° Ten acres, more or less, to be taken off the south east corner of the north west half of lot number eighteen (18), in the third range of the said township of Grantham, to south westerly of the road, less one acre, known as the mill emplacement—with a house, barns and other buildings thereon made ; said piece of land being of a triangular form ; bounded at one end by the fourth range, at the other end by the road, and on the south east side by immoveable in second place mentioned.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederic of Drummondville, on the THIRD day of JUNE next, at NOON. Said writ returnable on the fifteenth day of June next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 31st March, 1892. 1588
[First published, 2nd April, 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Beauce, à savoir:) **JOSEPH OCTAVE GOULET**,
No. 2138.) de la cité de Québec, employé
public, Demandeur; contre **PIERRE PELCHAT**,
de la paroisse de Sainte-Claire, cultivateur, Défendeur, savoir :

- 1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Claire, en la concession Saint-Gabriel, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Claire, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-douze (492)—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances
- 2° Une autre terre située en la paroisse de Sainte-Claire, en la concession Saint-André, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Claire, sous le numéro cinq cent vingt-six (526)—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Claire, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour d'août prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 23 avril 1892. 2057 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Beauharnois, dans la ville Salaberry of Valleyfield.*

Province de Québec,) **USEBE DION**, De-
District de Beauharnois.) mandeur; vs. **DAME**
No. 138.) **MARIE ANTOINETTE**
DESPOCAS ET VIR., Défendeurs.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.*Superior Court.—District of Quebec.*

Beauce, to wit:) **JOSEPH OCTAVE GOULET**,
No. 2138.) of the city of Québec, public
employee, Plaintiff; against **PIERRE PELCHAT**,
of the parish of Sainte Claire, farmer, Defendant,
to wit :

- 1° A land situate in the parish of Sainte Claire, in the Saint Gabriel concession, known and designated on the official plan and in the book of reference of cadastre for the said parish of Sainte Claire, under number four hundred and ninety-two (492)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

- 2° Another land situate in the parish of Sainte Claire, in the Saint Andrews concession, known and designated on the official plan and in the book of reference of cadastre for the said parish of Sainte Claire, under number five hundred and twenty-six (526) - circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Claire, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif,
Saint Joseph, Beauce, 23rd April, 1892. 2058
[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court, in and for the county of Beauharnois, in the town of Salaberry of Valleyfield.*

Province of Québec,) **USEBEDION**, Plain-
District of Beauharnois.) tiff; vs. **DAME MA-**
No. 138.) **RIE ANTOINETTE**
DESPOCAS ET VIR., Defendants.

La moitié indivise des lots de terre suivants situés dans la ville Salaberry de Valleyfield.

1° Le lot No. 70. 2° Le lot No. 81. 3° Le lot No. 132. 4° Les lots Nos. 83, 84, 85, 88, 89 et 90. 5° Les lots Nos. 95, 96, 118, 119, 120, 121 et 122. 6° Les lots Nos. 125, 126 et 127. 7° Les lots Nos. 129 et 130. 8° Les lots Nos. 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153 et 154, tous de la subdivision officielle du numéro primitif portant le numéro quatre-vingt-douze (No. 92), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile.

A distraire des lots en dernier lieu désignés la partie vendue à la compagnie de chemin de fer dite "The Canada Atlantic."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, LUNDI, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 25 avril 1892. 2087 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

MANDAT DE CURATEUR.

Province de Québec, } **W** M. W. OGILVIE, De-
District de Bedford. } mandeur; vs. SIMEON
No. 68. } G. TRUDEAU ET AL., Dé-
fendeurs; et E. W. Morgan, Curateur; et Dame Rosa Emma Fortin *et vir.* Requérants.

Un morceau de terre situé dans le canton de Stanbridge, comté de Missisquoi et district de Bedford, connu comme faisant partie du lot numéro neuf, dans le neuvième rang du dit canton de Stanbridge, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton sous les numéros quatre cent treize (413), quatre cent quatorze (414) et quatre cent quinze (415), et contenant quarante-trois pieds de front ou de largeur sur cent soixante et dix pieds de profondeur ou de longueur, sur quarante-six pieds de largeur à l'arrière du dit morceau de terre—avec maison, magasin, grange et autres bâtisses sus-érigées, et aussi une bâtisse employée comme magasin ou grange érigé sur la terre appartenant à la Compagnie du chemin de fer Vermont Central.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien de Bedford, dans la ville de Bedford, dans le comté de Missisquoi, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 avril 1892. 2089 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

The undivided half of the following lots of land situate in the town of Salaberry of Valleyfield.

1° Lot No. 70. 2° Lot No. 81. 3° Lot No. 132. 4° Lots Nos. 83, 84, 85, 88, 89 and 90. 5° Lots Nos. 95, 96, 118, 119, 120, 121 and 122. 6° Lots Nos. 125, 126 and 127. 7° Lots Nos. 129 and 130. 8° Lots Nos. 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153 and 154, all of the official subdivision lots of the original lot known as number ninety-two (92), of the official plan and book of reference for the parish of Sainte Cécile.

To detach from the lots last mentioned, the part sold to the railway company called "The Canada Atlantic."

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on MONDAY, the ELEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of July also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 25th April, 1892. 2088
[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undenominated **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

CURATOR'S WARRANT

Province of Québec, } **W** M. W. OGILVIE,
District of Bedford. } Plaintiff; vs.
No. 68. } SIMEON G. TRUDEAU
ET AL., Defendants; and E. W. Morgan, Curator; and Dame Rosa Emma Fortin *et vir.*, Petitioners.

A piece of land situated in the township of Stanbridge, county of Missisquoi and district of Bedford, known as forming part of lot number nine, in the ninth range of the said township of Stanbridge, now known and designated on the official plan and book of reference of the said township as numbers four hundred and thirteen (413), four hundred and fourteen (414) and four hundred and fifteen (415), and containing forty-three feet in front or breadth by one hundred and seventy feet in length or depth by forty-six feet in width in rear of said piece of land—with house, stone house, barn and other buildings thereon erected, and also a building occupied and used as a store house or barn erected on land belonging to Central Vermont Railway Company.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Damien de Bedford, at the town of Bedford, in the county of Missisquoi, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said warrant is returnable on the twenty-eighth day of July next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th April, 1892. 2090
[First published, 30th April, 1892.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada,

Province de Québec,

District d'Iberville,

No. 99

Défendeur, à savoir :

1^o Un lot de terre situé au côté ouest du chemin du rang Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, de la contenance d'un arpent de front sur dix-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins; connu au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro quatre-vingts (80) — sans bâtisses.

2^o Un lot de terre situé au côté ouest du chemin du rang Saint-Michel, en la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, de la contenance de deux arpents de front sur dix-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins; connu au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro soixante et dix-huit (78) — avec une grange et autres bâtisses dessus construites. Moins un quart d'arpent en superficie sur le coin nord-est du dit dernier lot de terre, appartenant à Charles Corriveau, fils, ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Athanase, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juin prochain.

L. A. MAYRAND,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 21 mai 1892.

[Première publication, 28 mai 1892.]

Député-Shérif.

2723

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

VENDITIONI EXPONAS

Superior Court.—District of Iberville.

Canada,

Province of Quebec,

District of Iberville,

No. 90.

Defendant, to wit :

1^o A Lot of land situated on the west side of the road of Saint Michel range, in the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, containing one arpent in front by eighteen arpents in depth, the whole more or less; known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under the number eighty (80) — without buildings.

2^o A lot of land situated on the west side of the road of Saint Michel range, in the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, containing two arpents in front by eighteen arpents in depth, the whole more or less; known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under the number seventy eight (78) — with a barn and other buildings thereon erected. Less one quarter of an arpent in superficies on the north east corner of the said last lot of land, belonging to Charles Corriveau, fils, or representatives.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Athanase, on the EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-eighth day of June next.

L. A. MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 21st May, 1892.

[First published, 23th May, 1892.]

Deputy Sheriff.

2724

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure, pour le district de Joliette.

Joliette, à savoir : } **LOUIS POITRAS**, fils de
No. 2291. } Louis, de l'Épiphanie,
Demandeur ; contre **SÉRAPHIN POITRAS**, marchand, de l'Épiphanie, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé dans la paroisse de l'Assomption, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Assomption, sous le numéro cinq cent cinquante-deux (552), contenant un demi arpent de front sur six arpents de profondeur, plus ou moins.

2° Un emplacement situé en la paroisse de l'Épiphanie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Épiphanie, sous le numéro cent soixante-dix (170), contenant environ trente-trois perches en superficie. Avec réserve pour Louis Poitras, rentier, de la dite paroisse de l'Épiphanie, sa vie durant, du droit de jouir de la moitié côté sud-ouest de la maison construite sur le dit emplacement, ainsi que du droit d'aller quand bon lui semblera dans tous les autres bâtiments qui pourront se construire plus tard sur le dit emplacement, avec la réserve pour la vie durant du dit Louis Poitras, père, du droit de cultiver à son profit un carré de trente pieds dans le jardin actuel ; tous ces droits réservés appartenant au dit Louis Poitras, père, en vertu d'une donation par lui faite au présent défendeur, dans le contrat de mariage de ce dernier avec Ernestine Corbin, le 20 janvier 1869, devant J. B. Renaud, notaire.

3° Une terre à bois située au même lieu, et en la dite paroisse de l'Épiphanie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Épiphanie, sous le numéro quatre cent trente (430), contenant environ un arpent de front sur quinze arpents de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption, le lot No. 552, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi ; et les Nos. 170 et 430, à la porte de l'église de la paroisse de l'Épiphanie, le HUITIÈME jour de JUILLET, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 30 avril 1892. 2185 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brief.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Montmagny. } **DEMOISELLE PHIL**
No. 3637. } **LOMÈNE BOULET**,

filie majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-François de la Rivière du Sud ; contre **JOSEPH BERNIER**, cultivateur, du township Montminy, tiers-saisi dans la présente cause. La dite Philomène Boulet, étant Demanderesse ; Dame Archange Beaudoin, de Saint-François, veuve de feu Louis Beaudoin, Défenderesse, et le dit Joseph Bernier, tiers-saisi, savoir :

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court, for the district of Joliette.

Joliette, to wit : } **LOUIS POITRAS**, son of
No. 2291. } Louis, of l'Épiphanie, Plaintiff ; against **SÉRAPHIN POITRAS**, merchant, of l'Épiphanie, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of l'Assomption, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of l'Assomption, as number five hundred and fifty-two (552), containing one half arpent in front by six arpents in depth, more or less.

2° A lot situate in the parish of l'Épiphanie, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of l'Épiphanie aforesaid, as number one hundred and seventy (170), containing about thirty-three perches in superficies. Reserving in favor of Louis Poitras, rentier, of the said parish of l'Épiphanie, during his lifetime, the right of enjoyment of the south west side of the house built on the said lot, and also the right to go whenever he pleases into any of the buildings which may hereafter be built on the said lots. Reserving in favor of the said Louis Poitras, senior, during his lifetime, the right to tilling for his own benefit a square of thirty feet in the actual garden ; said reserve rights belonging to the said Louis Poitras, senior, in virtue of a donation from him made to the present defendant, in a marriage contract of the latter with Ernestine Corbin, on the 20th of January, 1869, before J. B. Renaud, notary.

3° A wood land situate at the same place, and in the said parish of l'Épiphanie, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of l'Épiphanie, as number four hundred and thirty (430), containing about one arpent in front by fifteen arpents in depth.

To be sold at the church door of the parish of l'Assomption, lot No. 552, on the EIGHTH day of JULY next, at NINE of the clock in the forenoon ; and lots Nos. 170 and 430, at the church door of the parish of l'Épiphanie, on the EIGHTH day of JULY next, at NOON. Said writ returnable the twentieth day of July next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 30th April, 1892. 2186
[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Montmagny, } **MISS PHILOMÈNE**
No. 3637. } **BOULET**, spinster

and usant de ses droits, of the parish of Saint-François de la Rivière du Sud ; against **JOSEPH BERNIER**, yeoman, of the township Montminy, the garnishee in this cause. The said Philomène Boulet, being Plaintiff ; Dame Archange Beaudoin, of Saint-François, widow of the late Louis Beaudoin, Defendant, and the said Joseph Bernier, garnishee, to wit :

Une maison, grange et autres bâties construites sur les résidus des lots Nos. 22 et 23, nord du chemin Taché, 4e rang, nord-est, township Montmagny—avec les améliorations faites sur les susdits lots, sans préjudice aux droits de la Couronne à qui appartiennent les fonds.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, VENDREDI le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de juin prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 30 mars 1892. 1619 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec, } O NESIME ARSENAULT
No. 1357. } ET EUGENE ARSE-
NAULT, tous deux de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse, y faisant ci-devant commerce en société, sous la raison sociale de "O. Arsenault et frère"; contre JOSEPH GODBOUT, de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, savoir :

1° Une terre située au sud-est du onzième rang du canton de Buckland, composé de deux lots de terre contigus et ne formant qu'une seule exploitation, connus et désignés sous les Nos. 11B et 12A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Buckland, contenant soixante-six acres de terre en superficie (66)—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances; borné à Joseph Breton et William Fortin.

2° Un lot de terre situé dans le onzième rang nord-ouest du dit canton de Buckland, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Buckland, sous le No. 14B, contenant soixante acres de terre en superficie (60)—avec bâties, circonstances et dépendances; borné à Damase Couture et Jean Nolet.

3° Un emplacement avec maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances, connu aux livre de renvoi et plan officiels du cadastre pour le canton de Buckland, sous le Nos. 6E et 141, du rôle d'évaluation de la municipalité.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, VENDREDI, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de juin prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 30 mars 1892. 1621 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

A house, barn and other buildings erected on the remainder of lots Nos. 22 and 23, on the north side of Taché road, 4th range, north east, township Montmagny—with the improvements made on the said lots, without prejudice to the rights of the Crown, owner of the ground.

To be sold at the registry office for the county of Montmagny, on FRIDAY, the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of June next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 30th March, 1892. 1620
[First published, 2nd April, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Quebec, } O NESIME ARSENAULT
No. 1357. } AND EUGENE ARSE-
NAULT, both of the parish of Saint Charles, county of Bellechasse, heretofore doing business there in partnership under the name and firm of "O. Arsenault and brother"; against JOSEPH GODBOUT, of the parish of Notre Dame Auxiliatrice of Buckland, to wit :

1° A land situate on the south east of eleventh range of township Buckland, comprising two contiguous lots of land and forming only one establishment, known and designated as number 11B and 12A, on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the township Buckland, containing sixty-six acres in superficies (66)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded by Joseph Breton and William Fortin.

2° A lot of land situate in the north-west eleventh range of the said township Buckland, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the township Buckland, as No. 14B, containing sixty acres in superficies (60)—with buildings, circumstances and dependencies; bounded by Damase Couture and Jean Nolet.

3° An emplacement with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known in the official book of reference and in the plan of the cadastre for the township Buckland, as No. 6E and 141, of the evaluation roll of the municipality.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame Auxiliatrice of Buckland, on FRIDAY, the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of June next

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 30th March, 1892. 1622
[First published, 2nd April, 1892.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JAMES C. MCARTHUR
No. 1944. } et CHARLES C. COR-
NEIL, tous deux marchands, des cité et district
de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société
sous les nom et raison de McArthur, Corneille et
Cie., Demandeurs ; contre les terres et tenements
de E. MATHIEU, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

Le lot de terre sans bâtisses, étant partie du lot
numéro mille cinq cent quarante-cinq (No. 1545)
des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier
Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant une lar-
geur de vingt-cinq pieds sur une profondeur de
cinquante-sept pieds ; borné en front par la rue
Fullum, en arrière par une ruelle, d'un côté partie
par le lot No. 1540 et partie par le lot No. 1541, et
de l'autre côté par le résidu du dit No. 1545, des dits
plan et livre de renvoi officiels appartenant à F. X.
Archambault.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable le trentième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 avril 1892. Shérif. 2121 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME HARRIET LUCY
No. 1241. } BOSTON, de la cité de
Montréal veuve de feu Donald Lorne MacDougall,
écuyer, en son vivant, du même lieu. Demanderesse ;
contre les terres et tenements de WALTER REED
et WILLIAM SIDNEY HAYNES, tous deux des
cité et district de Montréal. Défendeurs. Saisi
comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble
suivant, à savoir :

Un certain lopin de terre sis et situé à la Côte
Sainte-Catherine, dans la paroisse de Notre-Dame
de Grâce, district de Montréal, connu et désigné
sous le numéro six (No. 6), au plan de subdivision
du numéro cinquante-trois (No. 53), des plan et
livre de renvoi officiels du village incorporé de la
Côte des Neiges, contenant cent quatre-vingt pieds
de largeur en front et en arrière sur trois cent trente-
six pieds de profondeur dans la ligne du côté nord-
est, et trois cent trente-cinq pieds dans la ligne du
côté sud-ouest ; borné en front par le chemin de la
Côte Sainte-Catherine, le tout mesure anglaise et
plus ou moins, sans garantie de mesure précise et
sans bâtisse.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain,
à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le
dit bref rapportable le neuvième jour de juin pro-
chain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 30 mars 1892. Député Shérif. 1579 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARY J. DAW-
No. 2487. } SON, de la cité de Mont-
réal, épouse de Henry Fry, senior, ci-devant des
cité et district de Québec, marchand, en sa qualité
de curatrice dûment nommée à son dit mari, un
interdit, et dûment autorisée à l'effet des présentes
par ordre de Son Honneur M. le juge Doherty,
Demanderesse ; contre les terres et tenements de
HENRY JOHN McGLASHAN, de Brantford,
dans la province d'Ontario, agent, lequel a, dans ce
but, élu son domicile judiciaire à la résidence de
James F. Scriver, des cité et district de Montréal,
secrétaire de la compagnie de Gaz de Montréal,
Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de la Côte

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JAMES C. MCARTHUR AND
No. 1944. } CHARLES C. CORNEIL,
both merchants, of the city and district of Montreal,
and there carrying on business together in partner-
ship under the style and firm of McArthur, Corneille
& Co., Plaintiffs ; against the lands and tenements
of E. MATHIEU, of the city and district of Mon-
treal, Defendant.

The lot of land without buildings, being part of
lot number one thousand five hundred and forty-five
(No. 1545), of the official plan and book of reference
for Saint Mary's ward, of the city of Montreal,
having a width of twenty-five feet by a depth of fifty
seven feet ; bounded in front by Fullum street, in
rear by lane, on one side partly by lot No. 1540 and
partly by lot No. 1541, and on the other side by the
residue of lot No. 1545, on the said official plan and
book of reference, belonging to F. X. Archambault.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable on
the thirtieth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 27th April, 1892. Sheriff. 2122
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME HARRIET LUCY
No. 1241. } BOSTON, of the city of
Montreal, widow of the late Donald Lorne MacDou-
gall, esquire, in his lifetime, of the same place,
Plaintiff ; against the lands and tenements of WAL-
TER REED and WILLIAM SYDNEY HAYNES,
both of the city and district of Montreal, Defen-
dants. Seized as belonging to the said defendants
the following immoveable, to wit :

A certain lot of land situate at the Côte Sainte
Catherine, in the parish of Notre Dame de Grâce
district of Montreal, known and designated as num-
ber six (No. 6), on the subdivision plan of number
fifty-three (No. 53), of the official plan and in the
book of reference for the incorporated village of la
Côte des Neiges, containing one hundred and eighty
feet in width in front and in rear by three hundred
and thirty-six feet in depth in one line on the north
east side, and three hundred and thirty-five feet in
the line of the south west side ; bounded in front
by the road of la Côte Sainte Catherine, the whole
english measure, and more or less, without guar-
antee as to precise measurement and without
building.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRD day of JUNE next, at HALF PAST
ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable on the ninth day of June next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 30th March, 1892. Deputy-Sheriff. 1580
[First published, 2nd April, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARY J. DAWSON,
No. 2487. } of the city of Montreal,
wife of Henry Fry, the elder, formerly of the city
and district of Québec, merchant, in her quality
of curatrix duly appointed to her said husband, an
interdict, and hereto duly authorized by order of His
Honor Mr. Justice Doherty, Plaintiff ; against the
lands and tenements of HENRY JOHN McGLAS-
HAN, of Brantford, in the Province of Ontario,
agent, who has, for the purposes hereof, elected his
judicial domicile at the residence of James F.
Scriver, of the city and district of Montreal, secre-
tary of the Montreal Gas Company, Defendant.

A lot of land situate in the town of Côte Saint

Saint-Antoine, dans le district de Montréal, étant le lot de subdivision numéro cent quarante six, sur le plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-146), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situé en la dite ville de la Côte Saint-Antoine; borné en front par l'Avenue Argyle, et contenant neuf mille trois cent soixante-quinze pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise—avec un cottage en brique ou lambrissé en brique dessus érigé.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 mars 1892. 1577 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LES ECCLESIASTIQUES**
No. 2605. } **DU SEMINAIRE DE**
SAINTE-SULPICE DE MONTREAL, corps doué de la personnalité civile, ayant son siège dans les cité et district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de **DAME MARIE BLANCHE ROSE GRANGER**, veuve de Thomas C. Hennessey, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tutrice à Marie Blanche Elizabeth Mathilda Hennessey, et celle-ci en sa qualité d'héritière bénéficiaire de son père Thomas C. Hennessey, médecin, du même lieu, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq cent dix-huit (518); borné en front par la rue Saint-Hubert—avec maison et dépendance dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le treizième jour de juin prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 30 mars 1892. 1575 3
[Première publication, 2 avril, 1892.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure.—Aylmer.

Canada.

Province de Québec, } **EDOUARD LEDUC**, arpenteur provincial de la District d'Ottawa. } paroisse de Saint-André Avelin, district d'Ottawa, Demandeur; contre les terres et tenements de **FRANCOIS PICARD**, du Gore de Lochaber, district d'Ottawa, Défendeur, à savoir:

Un lot de terre sis et situé dans le second rang du Gore de Lochaber, étant le lot numéro deux A

Antoine, in the district of Montreal, being subdivision lot number one hundred and forty-six, on the subdivision plan duly made and deposited for the lot number two hundred and eighty-two (282-146), of the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal, situate in the said town of la Côte Saint Antoine; bounded in front by Argyle Avenue, containing nine thousand three hundred and seventy-five feet in superficies, more or less, english measure—with a cottage built of brick or cased with brick thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the ninth day of June next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th March, 1892. 1578
[First published, 2nd April, 1892.]

FIFRI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } **LES ECCLESIASTIQUES**
No. 2605. } **DU SEMINAIRE DE**
SAINTE-SULPICE DE MONTREAL, a body incorporated by law, having its domicile in the city and district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of **DAME MARIE BLANCHE ROSE GRANGER**, widow of Thomas C. Hennessey, of the city and district of Montreal, in her quality of tutrix to Marie Blanche Elizabeth Mathilda Hennessey, and this latter named in his quality of beneficiary heir of her father Thomas C. Hennessey, physician, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, in Saint James ward, known and designated on the official plan and in the book of reference as number five hundred and eighteenth (518); bounded in front by Saint Hubert street—with building and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirteenth day of June next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th March, 1892. 1576
[First published, 2nd April, 1892.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court.—Aylmer.

Canada,

Province of Québec, } **EDOUARD LEDUC**, provincial land surveyor of the District of Ottawa. } the parish of Saint André Avellin, district of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of **FRANCOIS PICARD**, of the Gore of Lochaber, district of Ottawa, Defendant, to wit:

A lot of land lying and situate in the second range of the Gore of Lochaber, being lot number

(No. 2 A), des plans et livre de renvoi officiels du canton de Locharber et Gore de Locharber ; borné au nord par le lot numéro deux B, au sud par la ligne de division entre les rangs un et deux (1 et 2), à l'est par le lot numéro deux C, à l'ouest par le lot No. 1 E, ayant treize chaînes de front sur quarante chaînes de profondeur, formant cinquante-deux acres en superficie (52)—avec une maison en bois, grange et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour d'août 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 23 mai 1892. 2755
[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit, à Hull.

Canada, } ROBERT JOYNT, culti-
Province de Québec, } vateur, du canton de
District d'Ottawa, } Masham, dans le comté et
No. 568. } district d'Ottawa, Deman-
deur : contre les terres et tenements de JULES

E. BEAUSSET, avocat, de la cité de Hull, dans le comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Les lots dix-sept A (17A), dix-sept B (17B), dans le troisième rang (3) du canton de Wakefield—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 23 avril 1892. 2065 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant le quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } THOMAS BARABÉ, fils
No. 1988. } d'Isaïe, de la paroisse
de Saint-Jean Deschailons, cultivateur ; contre
ALPHONSE DESROCHERS, ci-devant de la
paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, actuellement
aux Etats-Unis d'Amérique, à savoir :

Un terrain formant partie du lot No. 120, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean Deschailons, de 60 pieds de front sur un arpent de profondeur ; borné à son front au nord-ouest au chemin public, à sa profondeur à Alphonse Guimond, au nord-est à Thomas Barabé, et au sud-ouest à Gustave Lebœuf ou leurs représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Jean Deschailons, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin

two A (No. 2A), of the official plan and book of reference of the township of Locharber and Gore of Locharber ; bounded towards the north by lot No. two B, towards the south by the division line between the ranges one and two (1 and 2), towards the east by lot No. two C, and towards the west by lot No. 1 E, having thirteen chains in front by forty chains in depth, forming fifty two acres in superficies (52)—with a wooden house, barn and other buildings thereon erected

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock, in the forenoon. The said writ returnable on the twenty second day of August, 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 23rd May, 1892. 2756
[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court, at Hull.

Canada, } ROBERT JOYNT, farmer,
Province of Québec, } of the township of Mas-
District of Ottawa, } ham, in the county and dis-
No. 568. } trict of Ottawa, Plaintiff ;

against the lands and tenements of JULES E. BEAUSSET, advocate, of the city of Hull, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lot seventeen A (17A) seventeen B (17B), in the third range (3) of the township of Wakefield—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of July, one thousand eight hundred and ninety-two.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 23rd April, 1892. 2066
[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THOMAS BARABÉ, son of
No. 1988. } d'Isaïe, of the parish of Saint
Jean Deschailons, farmer ; against ALPHONSE
DESROCHERS, formerly of the parish of Sainte
Sophie de Levrard, now in the United States of
America, to wit :

A lot of land forming part of lot No. 120, of the official cadastre of the parish of Saint Jean Deschailons, of 60 feet in front by one arpent in depth ; bounded in front to the north west by the highway, in rear by Alphonse Guimond, on the north east by Thomas Barabé, and on the south west by Gustave Lebœuf or representatives.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Deschailons, on the TWENT-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The

Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1892. 2749
[Première publication, 28 mai 1892.]

MANDAT DE CURATEUR.

District d'Arthabaska.

Québec, à savoir : } **D**ANS l'affaire de CHARLES No. 71. } **E**DOUARD JOHNSON, de la paroisse de Warwick, insolvable ; et HENRY A. BEDARD, de la cité de Québec, comptable ; et AUGUSTE QUESNEL, du village d'Arthabaskaville, comptable, curateur conjoint ; le dit curateur contre Charles Edouard Johnson, à savoir :

Le numéro 146, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé au deuxième rang de la dite paroisse—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Agapit, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable sans délai.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1892. 2745
[Première publication, 18 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **H**ENRY CHARLES AUSTIN, de Québec, notaire public, et Marie Eleonore Austin, aussi de Québec, fille majeure, tous deux au-delà d'un an et un jour, exécuteurs-testamentaires de feu Dame Lucretia Hall, en son vivant de la cité de Québec, veuve de feu Francis Austin, aussi en son vivant de Québec susdit, écuyer, et en possession de sa succession ; contre JACQUES BEAULIEU, de la paroisse de Charlesbourg, dans les comté et district de Québec, cultivateur, à savoir :

1° Le lot No. 416, du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, étant un lot de terre situé sur le chemin de la Reine, concession sud-ouest du Domaine de Saint-Pierre.

2° Le lot No. 388, du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, étant un lot de terre situé sur le chemin de la Reine, village de Charlesbourg—avec bâtisses.

Vendus sujets au droit du défendeur d'enlever la récolte qui s'y trouve maintenant, à la fin de la présente année.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Charlesbourg, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 mai 1892. 2747
[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir ; } **J**OHN CLARK, de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier ; contre ELIZABETH BERRY, de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, veuve de feu John Lang et épouse commune en biens de Thomas Nolan, de la dite paroisse, cultivateur, et le dit Thomas Nolan afin d'assister et autoriser sa dite épouse, et Andrew Lang, aussi de la dite paroisse, cultivateur, à savoir :

1° Le lot No. 46, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, étant un lot de terre situé dans la concession de la Montagne.

2° Les bâtisses consistant en maison, hangars à grains et grange érigés sur le lot No. 45, du cadastre officiel de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, concession de la Montagne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, le QUAT-

said writ returnable the fifteenth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1892. 2750
[First published, 28th May, 1892.]

CURATOR'S WARRANT.

District of Arthabaska.

Quebec, to wit : } **I**N the matter of CHARLES No. 71. } **E**DOUARD JOHNSON, of the parish of Warwick, insolvent ; and HENRY A. BEDARD, of the city of Québec, accountant, and AUGUSTE QUESNEL, of the village of Arthabaskaville, accountant, joint curator ; the said curator against Charles Edouard Johnson, to wit :

Lot number 146, of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the second range of the said parish—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Agapit, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said warrant returnable without delay.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1892. 2746
[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec to wit : } **H**ENRY CHARLES AUSTIN, No. 70. } of Québec, notary public, and Maria Eleonore Austin, also of Québec, spinster of full age of majority, both executors beyond the year and day of the last will and testament of the late Dame Lucretia Hall, in her lifetime of the city of Québec, widow of the late Francis Austin, also in his lifetime of Québec aforesaid, esquire, and in possession of her estate and succession ; against JACQUES BEAULIEU, of the parish of Charlesbourg, in the county and district of Québec, farmer, to wit :

1° The lot No 416, of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, being a lot of land situate on the Queen's highway, concession south west of the Domaine of Saint Pierre.

2° The lot No 388, of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, being a lot of land situate on the Queen's highway, village of Charlesbourg—with buildings.

Sold subject to the right by the defendant to remove his crop now standing at the end of the present year.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th May, 1892. 2748
[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**OHN CLARK, of the parish No. 2122. } of Saint Gabriel de Valcartier, farmer ; against ELIZABETH BERRY, of the parish of Saint-Gabriel de Valcartier, widow of the late John Lang, and wife *commune en biens* of Thomas Nolan, of the said parish, farmer, and the said Thomas Nolan to assist and authorize his said wife, and Andrew Lang, also of the said parish, farmer, to wit :

1° The lot No. 46, of the official cadastre of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Québec, being a lot of land situate concession de la Montagne.

2° The buildings consisting of dwelling house, corn shed and barn erected on lot No. 45, of the official cadastre of Saint Gabriel de Valcartier, county of Québec, concession de la Montagne.

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, on the FOURTH day of

TRIEME jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 30 avril 1892. 2141 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS.
District of Beauce.

Québec, à savoir : } **DANS** une cause où **ALFRED**
No. 2030. } **G. CAMPBELL, DAVID**
W. HINDMAN et **EPHRAIM CARON**, de la
cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-Fran-
çois, manufacturiers, et comme tels associés sous la
raison sociale de "The Sherbrooke Iron Works,"
étaient demandeurs, et **HENRY A. BEDARD**, de
la cité et du district de Québec, comptable, en sa
qualité de curateur dument nommé à la cession de
biens de **Elie Lachance**, le mis en cause était
défendeur, et le dit **Elie Lachance**, de la paroisse
de Saint-Praxède, district de Beauce, était mis en
cause, les dits demandeurs contre le dit **Henry A.**
Bédard, es-qualité, à savoir :

1° Le No. 439, du cadastre officiel du quartier
Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplace-
ment situé rue Saint-Étienne—avec bâtisses.

2° Le No. 609, du cadastre officiel du quartier
Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplace-
ment situé Côte du Passage—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Notre-Dame de Victoire de Lévis, le **TROISIE-**
ME jour de **JUN** prochain, à **DIX** heures du
matin. Le dit bref rapportable le treizième jour de
juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 mars 1892. 1595 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No. 2352. } **vs. GEORGE B. YOUNG,**
des cité et district de Québec, l'un des héritiers de
feu **David D. Young**, à savoir :

Le lot No. 2159, du cadastre officiel du quar-
tier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un
emplacement situé au coin des rues Saint-Pierre,
Saint-Antoine et Sault-au-Matelot—avec bâtisses.
Sujet au bail de la dite propriété en faveur de **MM.**
Gauvreau, Pelletier & Cie., pour jusqu'au 30 avril
1896.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Québec, le **DEUXIEME** jour de **JUILLET** pro-
chain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rap-
portable le trentième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 avril 1892. 2139 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ELIE HARDY DE CHA-**
No. 1956. } **TILLON**, de la ville de
Lévis, dans le district de Québec, maréchal ; contre
NESTOR PERUSSE, de la paroisse de Saint-Louis
de Lotbinière, district de Québec, cultivateur, à
savoir :

1° Le No. 557, du cadastre officiel de la paroisse
de Saint-Louis de Lotbinière, étant une terre située
concession Saint-Jean-Baptiste—avec bâtisses.

2° Partie des lots Nos. 346 et 347, du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière,
étant un morceau de terre de forme irrégulière, situé
en la concession Saint-Eustache, et contenant environ
trois arpents en superficie ; borné au nord partie à
Henri Bernier et partie à **Elie Groleau** ou leurs
représentants, au sud au chemin royal de la con-
cession Saint-Jean-Baptiste, au nord-est au dit **Elie**

JULY next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The
said writ returnable on the tenth day of August
next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 30th April, 1892. 2142
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS.
District of Beauce.

Quebec, to wit : } **IN** a cause wherein **ALFRED**
No. 2030. } **G. CAMPBELL, DAVID W.**
HINDMAN and **EPHRAIM CARON**, of the city
of Sherbrooke, in the district of Saint Francis,
manufacturers, and as such doing business in co-
partnership under the name and firm of "The
Sherbrooke Iron Works," were Plaintiffs ; and
HENRY A. BEDARD, of the city and district of
Quebec, accountant, in his quality of curator duly
appointed to the insolvent estate of **Elie Lachance**,
mis en cause, was Defendant, and the said **Elie**
Lachance, of the parish of Saint Praxède, district
of Beauce, was *mis en cause*, the said plaintiffs
against the said **Henry A. Bedard**, *es-qualité*, to
wit :

1° Lot No. 439, of the official cadastre for Notre
Dame ward, of the town of Lévis, being an empla-
cement situate on Saint Etienne street—with build-
ings.

2° Lot No. 609, of the official cadastre for Notre
Dame ward, of the town of Lévis, being an empla-
cement situate *Côte du Passage*—with buildings

To be sold at the parochial church door of Notre
Dame de la Victoire of Lévis, on the **THIRD** day
of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.
The said writ returnable on the thirteenth day of
June next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 31st March, 1892. 1596
[First published, 2nd April 1892.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; vs.
No. 2352. } **GEORGE B. YOUNG**, of
the city and district of Québec, one of the heirs of
the late **David D. Young**, to wit :

Lot No. 2159, of the official cadastre of Saint
Peter's ward, of the city of Québec, being a lot
situate on the corner of Saint Peter, Saint Antoine
and Sault au Matelot streets—with buildings. Said
property being subject to the lease in favor of
Messrs. Gauvreau, Pelletier & Co., up to the 30th
of April, 1896.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the **SECOND** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock
in the forenoon. The said writ returnable on the
thirtieth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON.
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 28th April, 1892. 2140
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **ELIE HARDY DE CHATIL-**
No. 1956. } **LON**, of the town of Lévis,
in the district of Québec, farrier ; against **NESTOR**
PERUSSE, of the parish of Saint Louis de Lotbi-
nière, district of Québec, farmer, to wit :

1° A lot No. 557, of the official cadastre of the
parish of Saint Louis de Lotbinière, being a land
situate in the Saint Jean Baptiste concession—with
buildings.

2° Part of lots Nos. 346 and 347, of the official
cadastre of the parish of Saint Louis de Lotbinière,
being a piece of land of irregular outline, situate in
the Saint Eustache concession, and containing about
three arpents in superficies ; bounded on the north
partly by **Henri Bernier** and partly by **Elie Groleau**
or their representatives, on the south by the **Queen's**
highway of Saint Jean Baptiste concession, on the

Groleau, et au sud-ouest à Jean Xavier Lemay ou leurs représentants.

3° Partie du lot No. 349, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, étant un morceau de terre d'un quart d'arpent de front sur cinq arpents de profondeur; borné au nord au chemin royal, au sud au chemin royal de la concession Saint-Jean-Baptiste, au nord-est à Jean Xavier Lemay, et au sud-ouest à David Bernier ou leurs représentants.

4° Le No. 354, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, étant une terre située concession Saint-Eustache.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Lotbinière, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 avril 1892. 2137 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No. 902. } Contre JOHN O'FARRELL,
des cité et district de Québec, avocat, à savoir :

Le lot No. 653, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Letellier.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 avril 1892. 2145 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } DANS une cause où THO-
No. 1731 } MAS McGREEVY, de la
cité de Québec, membre de la chambre des Com-
munes de la Puissance du Canada, est Demandeur ;
ROBERT HENRY McGREEVY, de la cité de Qué-
bec, est Défendeur ; et le dit Thomas McGreevy, de la
cité de Québec, membre de la chambre des Com-
munes de la Puissance du Canada, est Demandeur
incident ; le dit Robert Henry McGreevy, de la cité
de Québec, Défendeur incident, et OWEN E. MUR-
PHY, de la cité de Québec, contracteur, est tiers-
saisi ; et le dit Thomas McGreevy, demandeur inci-
dent, contre le dit Owen E. Murphy, tiers-saisi, à
savoir :

Lot No 2092, du cadastre officiel du quartier Saint-
Pierre, de la cité de Québec, étant un lot de terre
situé sur les rues Arthur, Dalhousie, Leadenhall et
Prince of Wales—avec bâtisses, sujet aux baux du
hangar central en faveur de la société Dr Ed. Morin
& Cie, passés devant Gauvreau N. P., à Québec, le
5e jour de janvier 1891 et enregistrés au bureau
d'enregistrement, dans la cité de Québec, lesquels
baux et droit d'occuper la propriété jusqu'à l'expira-
tion d'iceux le 1er mai 1893, exempts de rente,
ont été vendus par le curateur aux biens de la
faillite des dits Dr Ed. Morin & Cie, l'acquéreur
étant obligé de payer les taxes de propriétaire et de
locataire de la dite propriété pour le temps men-
tionné.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Québec, le DEUXIEME jour de JUILLET pro-
chain, à DIX heures du matin. Le dit bref rappor-
table le quinzième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 avril 1892. 2143 2
[Première publication, 30 avril 1892.]

north east by the said Elie Groleau, and on the
south west by Jean Xavier Lemay or their repre-
sentatives.

3° Part of lot No. 349, of the official cadastre of
the parish of Saint Louis de Lotbinière, being a
piece of land of one quarter of an arpent in front by
five arpents in depth; bounded on the north by the
Queen's highway, on the south by the Queen's
highway of the Saint Jean Baptiste concession, on
the north east by Jean Xavier Lemay, and on the
south west by David Bernier or their representa-
tives.

4° Lot No. 354, of the official cadastre of the
parish of Saint Louis de Lotbinière, being a land
situate in the Saint Eustache concession.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Louis de Lotbinière, on the SECOND
day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.
The said writ returnable on the fifth day of July
next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 25th April, 1892. 2138
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 902. } Against JOHN O'FARRELL,
of the city and district of Quebec, advocate, to wit :

Lot No. 653, of the official cadastre of Saint
Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot
situate on Letellier street.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock
in the forenoon. The said writ returnable on the
thirtieth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 28th April, 1892. 2146
[First published, 30th April, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } IN a cause wherein THOMAS
No. 1731. } McGREEVY, of the city of
Québec, a member of the House of commons of the
Dominion of Canada, is Plaintiff; ROBERT HEN-
RY McGREEVY, of the city of Quebec, is Defen-
dant; and the said Thomas McGreevy, of the city
of Quebec, a member of the House of commons of
the Dominion of Canada, is Plaintiff incident; the
said Robert Henry McGreevy, of the city of Quebec,
Defendant incident, and OWEN E. MURPHY, of
the city of Quebec, contractor, is garnishee; and
the said Thomas McGreevy, Plaintiff incident,
against the said Owen E. Murphy, garnishee, to
wit :

Lot No. 2092, of the official cadastre of Saint
Peters ward, of the city of Quebec, being a lot of
land situate on Arthur, Dalhousie, Leadenhall and
Prince of Wales streets—with buildings, subject to
the leases of the central stores in favour of the firm
of Dr Ed. Morin & Cie, passed before Gauvreau,
N. P., at Quebec, on the 5th January, 1891, and
registered at the registry office, in the city of Quebec,
which leases and the right to occupy the premises
until the expiration thereof on the 1st May, 1893,
free of rent, was sold by the curator to the insolvent
estate of said Dr Ed. Morin & Cie. the purchaser
being under the obligation to pay the proprietors
and tenant taxes on said premises for the said time.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on
the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock
in the forenoon. The said writ returnable on the
fifteenth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 28th April, 1892. 2144
[First published, 30th April, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L E SEMINAIRE DE**
 No. 400. } **QUEBEC**, corps politique
 et incorporé, ayant son principal établissement en la
 cité de Québec ; contre **L'HOPITAL DU SACRE**
COEUR DE JESUS, à Québec, corps politique et
 incorporé ayant son principal établissement en la
 paroisse de Notre-Dame du Sacré Cœur, à savoir :

1° Les lots Nos. 1, 1A, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 138, 139, 145, 147, 148, 149, 150, 157, 160, 162, étant des subdivisions du lot No. 2098, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, le dit No. 2098, situé rue Saint-Valier, et pour être vendus en un seul lot.

2° Les lots Nos. 1, 10, 10A, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 26A, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 39A, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 49A, 50, 51, 52, 54, 57, 57A, 62, 62A, 62B, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 145A, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 234, 235, 238, 239, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 65A, 10B, 26B, 39B, 49B, 57B, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 26C, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 57C, 335, 336, 337, 338, étant des subdivisions du lot No. 2102, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, le dit No. 2102 situé rue Saint-Valier, et pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de JUNE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 31 mars 1892. Shérif. 1593 3
 [Première publication, 2 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L E SEMINAIRE DE**
 No. 400. } **QUEBEC**, a body politic
 and corporate, having its principal establishment in
 the city of Québec ; against **L'HOPITAL DU**
SACRE-COEUR DE JESUS, a body politic and
 corporate having its principal establishment in the
 parish of Notre Dame du Sacré-Cœur, to wit :

1° The lots Nos. 1, 1A, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 138, 139, 145, 147, 148, 149, 150, 157, 160, 162, being subdivisions of lot No. 2098, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, said No. 2098, being situate on Saint Valier street, and to be sold in one lot.

2° Lots Nos. 1, 10, 10A, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 26A, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 39A, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 49A, 50, 51, 52, 54, 57, 57A, 62, 62A, 62B, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 145 A, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 234, 235, 238, 239, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 65A, 10B, 26B, 39B, 49B, 57B, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 26C, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 57C, 335, 336, 337, 338, being subdivisions of lot No. 2102, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, said lot No. 2102, situate on Saint Valier street, and to be sold in one lot.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

CHS. A. ERN. GAGNON.

Sheriff's Office, Québec, 31st March, 1892. Shérif. 1594
 [First published, 2nd April, 1892.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conservecr* may be

vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **H**ONORE PEPIN, Deman-
No. 3635. } deur ; contre **J**OSEPH
OLIVIER LAMBERT, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, concession nord-est de la côte Saint-Pierre, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, sous le numéro deux cent soixante et quinze (No 275)—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le DEUXIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinziesme jour du mois de juillet prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,
Sorel, 28 avril 1892.

Shérif.
2189 2

[Première publication, 30 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **J**OSEPH L. D. GAU-
No. 460. } **T**HER, du village

de Cookshire, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **S**IMON BERARD, ci-devant du dit village de Cookshire, dans le dit district de Saint-François, mais maintenant absent aux États-Unis, Défendeur, à savoir :

Partie du lot numéro onze-onze, du plan du cadastre officiel et livre de renvoi du canton de Eaton, de forme irrégulière, formant partie du lot numéro onze, dans le huitième rang de la subdivision primitive du dit canton de Eaton, dans le district de Saint-François ; bornée vers le sud-ouest par le chemin Craig, vers le nord-ouest par le lot numéro onze-quatorze, vers le nord-est par le lot numéro onze-quinze, vers le sud-est par la rue Pleasant, contenant dix-huit mille sept cent pieds carrés en superficie, moins ces parties d'icelle vendues par le dit défendeur à Octave Champagne, par acte enregistré, au bureau d'enregistrement de Cookshire, sous le No. 11575, à Pierre É. Boisvert, par acte enregistré dans le dit bureau, sous le No. 11686, et à Alvan Lebourveau, par acte enregistré dans le dit bureau, sous le No. 12996, le résidu du dit terrain tel qu'il est ; le dit terrain borné à l'ouest par le chemin conduisant de Cookshire à Eaton Corner, au sud par les terres de F. X. Delude, senior, et F. X. Delude, junior, et Elbert W. Phelps, à l'est par la terre de Frederick R. Wilford, et au nord par le lot numéro onze-quatorze, appartenant à la succession Hodsoll—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **H**ONORE PEPIN, Plaintiff ;
No. 3635. } **A**gainst **J**OSEPH OLIVIER
LAMBERT, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, north east concession of the Cote Saint Pierre, known on the official cadastre for the said parish of Saint Zéphirin de Courval, as number two hundred and seventy-five (No. 275)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Zéphirin de Courval, on the SECOND day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of the month of July next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,
Sorel, 28th April, 1892.

Sheriff.
2190

[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other positions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **J**OSEPH L. D. GAU-
No. 460. } **T**HER, of the village of

Cookshire, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of **S**IMON BERARD, late of the said village of Cookshire, in said district of Saint Francis, but now absent in the United States, Defendant, to wit :

Part of the lot number eleven—eleven, of the cadastral plan and official book of reference of the township of Eaton, of irregular figure, forming part of lot number eleven, in the eighth range, primitive subdivision of the said township of Eaton, in the district of Saint Francis ; bounded towards the south west by Craig road, towards the north west by lot number eleven—fourteen, towards the north east by lot number eleven—fifteen, towards the south east by Pleasant street, containing eighteen thousand seven hundred square feet in superficies, less the portions thereof sold by said defendant to Octave Champagne, by deed registered in the registry office at Cookshire, under No. 11575, to Pierre É. Boisvert, by deed registered in the said office under No. 11686, and to Alvan Lebourveau, by deed registered in the said office, under No. 12996, the remainder thereof containing what it may ; bounded westerly by the road leading from Cookshire to Eaton Corner, southerly by the lands of F. X. Delude, senior, and F. X. Delude, junior, and Elbert W. Phelps, easterly by land of Frederick R. Wilford, and northerly by lot number eleven—fourteen, belonging to the estate Hodsoll—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

Pour être vendue au bureau du régistateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le district de Saint-François, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour d'août prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 mai 1892. 2761

[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit, pour le district de Saint-François

Saint-François, à savoir : } **A**LEXIS BOURRET, No. 863. } du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de GILBERT GOUIN, du dit canton de Ditton, dans le susdit district, Défendeur, à savoir :

Ce morceau ou lot de terre sis et situé dans le canton de Ditton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro quatre, dans le deuxième rang du dit canton, et borné comme suit : en front par le chemin McNamee, au nord par Félix Brouillard, au sud par Charles Liard, et en arrière par Cyrille Bernier—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistateur, pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le district de Saint-François, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 mai 1892. 2793

[Première publication, 28 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } **L**OUIS DEFONDS, No. 463. } de la ville de Coaticooke, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de PIERRE BOIVIN, du même lieu, Défendeur, à savoir :

La moitié ouest du lot numéro vingt-deux, dans le septième rang du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du régistateur pour la division d'enregistrement de Coaticooke, dans la ville de Coaticooke, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 29 mars 1892. 1571 3

[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **H**ENRY B. BROWN, No. 263. } de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur ; contre les terres et tenements de SAMIL M. PATENAUDE, du canton de Melbourne, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

La moitié nord-est de la moitié sud-ouest du lot numéro huit, dans le premier rang du canton de Melbourne, dans le district de Saint-François, contenant environ cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du régistateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le district de Saint-

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of August next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 25th May, 1892. 2762

[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court, for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **A**LEXIS BOURRET, of No. 863. } the township of Ditton, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of GILBERT GOUIN, of the said township of Ditton, in the district aforesaid, Defendant, to wit :

That piece or lot of land situate and being in the township of Ditton, in the district of Saint Francis, known and designated as lot number four, in the second range of the said township, and bounded as follows : in front by the McNamee road, on the north by Felix Brouillard, on the south by Charles Liard, and in rear by Cyrille Bernier—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 25th May, 1892. 2794

[First published, 28th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.

Saint Francis, to wit : } **L**OUIS DEFONDS, of No. 463. } the town of Coaticooke, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of PIERRE BOIVIN, of the same place, Defendant, to wit :

The west-half of lot number twenty-two, in the seventh range of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with all the buildings, betterments and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticooke, in the town of Coaticooke, on the FOURTH day of JUNE next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of August next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 29th March, 1892. 1572

[First published, 2nd April, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **H**ENRY B. BROWN, No. 263. } of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff ; against the lands and tenements of SAMIL M. PATENAUDE, of the township of Melbourne, in said district, Defendant, to wit :

The north east half of the south-west half of lot number eight, in the first range of the township of Melbourne, in the district of Saint Francis, containing about fifty acres of land in superficies, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, on the

François, le NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 30 mars 1892. 1573 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS

Dans la Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**, corps politique et corporation dûment incorporée, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Québec, dans le district de Québec, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **LOUIS LEPINE**, senior, de la cité de Sherbrooke, district of Saint-François, Défendeur, à savoir :

1° Lot No. 7, sur le plan du cadastre et livre de renvoi de la subdivision de la partie du lot No. 899, du quartier est de la dite cité de Sherbrooke ; borné au nord par le lot No. 899-22, et vers l'est par le lot No. 732, vers le sud par le lot No. 899-6, et vers l'ouest par la rue Saint-Henri, No. 899-105, mesurant quatre-vingts pieds de front sur cinquante-deux pieds et deux dixièmes de profondeur entre No. 899-6 et 899-7, et cinquante-neuf pieds et quatre dixièmes entre No. 899-7 et 899-22, et contenant une superficie de quatre mille quatre cent soixante et quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

2° Lot numéro 22, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la subdivision de la partie du lot No. 899 du quartier est de la cité de Sherbrooke ; borné comme suit : vers le nord par le lot No. 899-23, vers l'est par le lot No. 732, vers le sud par le lot No. 899-7, et vers l'ouest par la rue Saint-Henri, No. 899-105, contenant une superficie de 4679 pieds, mesure anglaise.

3° Lot numéro 34, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la subdivision de la partie du lot No. 899, du quartier est de la cité de Sherbrooke ; borné vers le nord par le lot No. 899-35, vers l'est par le lot No. 732, vers le sud par le lot No. 899-29, vers l'ouest par la rue Saint-Henri, No. 899-105, contenant une superficie de neuf mille trois cent cinquante-deux pieds, mesure anglaise—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 28 mars 1892. 1569 3
[Première publication, 2 avril 1892.]

FIERI FACIAS

Dans la Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-François, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; vs. les terres et tenements de **DAVID CORMIER**, cultivateur, du canton de Winslow, district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Ces certains morceaux, lots ou lopins de terre sis et situés au canton de Winslow, dans le district de Saint-François, et plus particulièrement connus et désignés comme étant le lot numéro vingt, contenant soixante-cinq acres en superficie, plus ou moins ; le lot numéro vingt et un, contenant soixante et un acres en superficie, plus ou moins ; le lot numéro vingt-deux, contenant cinquante-huit acres en superficie, plus ou moins, tous dans le deuxième rang sud-ouest du dit canton de Winslow ; et le lot numéro vingt et un, contenant trente-huit acres en superficie, plus ou moins ; et le lot numéro vingt, contenant trente-quatre acres en superficie, plus ou moins ; le lot numéro vingt-deux, contenant

NINTH day of JUNE next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 30th March, 1892. 1574
[First published, 2nd April, 1892.]

FIERI FACIAS

In the Superior Court.

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**, body politic and duly incorporate, having its chief place of business in the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LOUIS LEPINE**, senior, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, Defendant, to wit :

1° Lot No. 7, on the cadastral plan and book of reference of the subdivision of part of lot No. 899, of the east ward of the said city of Sherbrooke ; bounded on the north by lot No. 899-22, and towards the east by lot No. 732, towards the south by lot No. 899-6, and towards the west by Saint Henri street, No. 899-105, measuring eighty feet in front by fifty-two feet and two tenths in depth between No. 899-6 and 899-7, and fifty nine and four tenths feet between No. 899-7 and 899-22, and containing a superficies of four thousand four hundred and sixty four feet, english measure, more or less.

2° Lot number 22, on the cadastral plan and book of reference of the subdivision of part of lot No. 899 of the east ward of the city of Sherbrooke ; bounded as follows, towards the north, by lot No. 899-23, towards the east, by lot No. 732, towards the south by lot No. 899-7, and towards the west, by Saint Henri street, No. 899-105, containing a superficies of 4679 feet, english measure.

3° Lot number 34, on the cadastral plan and book of reference of the subdivision of part of lot No. 899, of the east ward of the city of Sherbrooke ; bounded towards the north by lot No. 899-35, towards the east by No. 732, towards the south by lot No. 899-29, towards the west by Saint-Henri street No. 899-105, containing a superficies of nine thousand three hundred and fifty two feet, english measure—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, on the ELEVENTH day of JUNE next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 28th March, 1892. 1570
[First published, 2nd April, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court—District of Montreal.

Saint Francis, to wit : } **LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN**, a body politic and corporate, having its principal business office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs. the lands and tenements of **DAVID CORMIER**, farmer, of the township of Winslow, district of Saint Francis, Defendant, to wit :

These certain parcels, pieces or lots of land situate and being in the township of Winslow, in the district of Saint Francis, and more particularly known and designated as lot number twenty, containing sixty-five acres in superficies, more or less ; lot number twenty-one, containing sixty-one acres in superficies more or less ; lot number twenty-two, containing fifty-eight acres in superficies, more or less, all in the second range south-west of the said township of Winslow ; and lot number twenty-one, containing thirty-eight acres in superficies, more or less ; and lot number twenty, containing thirty-four acres in superficies, more or less ; lot number twenty-two, containing forty-eight acres in super-

quarante-huit acres en superficie, plus ou moins, dans le troisième rang sud-ouest du dit canton de Winslow ; et les dits différents lots de terre ensemble contenant deux cent quatre-vingt-dix-sept acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses et les améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Compton, au village de Cookshire, dans le district de Saint-François, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de juillet prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 27 avril 1892.

[Première publication, 30 avril 1892.]

ficies, more or less, in the third range south west of the said township of Winslow ; and the said several lots of land, together containing two hundred and ninety-seven acres in superficies, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of July next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 27th April, 1892.

[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff.
2118

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure, dans et pour le district de Terrebonne.

District de Terrebonne, } **S A M U E L T O U -**
Sainte-Scholastique, } **S C H E T T E**, cultivateur, de la ville de Hull, à savoir : No. 227. }
district d'Ottawa, Demandeur ; contre **ORSIDAS LEFEBVRE**, hôtelier, de cette partie de la paroisse de Saint-Jérôme, qui se trouve dans le comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, et **ANTHIME JOLY**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Monique, district susdit, Défendeurs, savoir :
L'immeuble appartenant au défendeur, Orsidas Lefebvre :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le comté des Deux-Montagnes, dit district, sous le numéro quarante et un (41)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, en la ville de Saint-Jérôme, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif,

Sainte-Scholastique, 26 avril 1892.

[Première publication, 30 avril 1892.]

Shérif.

2183 2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **G A V I N J. W A L K E R**,
Sainte-Scholastique, } **G** comptable, de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, Demandeur ; contre **LOUIS FRANÇOIS XAVIER BERTRAND**, commerçant, de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, Défendeur, à savoir :

Un lopin de terre situé en la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comme

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court, in and for the district of Terrebonne.

District of Terrebonne, } **S A M U E L T O U -**
Sainte Scholastique, } **S C H E T T E**, farmer, to wit : No. 227. } of the town of Hull, district of Ottawa, Plaintiff ; against **ORSIDAS LEFEBVRE**, hotel keeper, of that part of the parish of Saint Jerome, which lies in the county of Two Mountains, district of Terrebonne, and **ANTHIME JOLY**, farmer, of the parish of Sainte Monique, said district, Defendants, to wit :

The immoveable property belonging to the defendant, Orsidas Lefebvre :

A lot of land situate in the parish of Saint Jerome, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the county of Two Mountains, said district, as number forty-one (41)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome, in the town of Saint Jerome, on the SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of July next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office,

Sainte Scholastique, 26th April, 1892.

[First published, 30th April, 1892.]

Sheriff.

2184

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **G A V I N J. W A L K E R**,
Sainte-Scholastique, } **G** accountant, of the to wit : No. 220. } parish of Saint Jerusalem of Argenteuil, county of Argenteuil, district of Terrebonne, Plaintiff ; against **LOUIS FRANÇOIS XAVIER BERTRAND**, trader, of the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Jerusalem of

faisant partie du lot numéro mille trois cent six (1306); borné au nord par James Fish, au sud par une ruelle conduisant au pont appelé Fish's Bridge, à l'est par la propriété de Joseph Bricault dit Lamarche, et le lot de terre ci-dessus décrit, et à l'ouest par le dit James Fish—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le TROISIEME jour de JUNE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juin prochain.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, ce 29 mars 1892. 1567 3
 [Première publication, 2 avril 1892.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans ces six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Trois-Rivières, à savoir: } PIERRE DANSE-
 No. 18408. } P REAU, marchand,
 des cités et district de Montréal, et y faisant affaires
 comme tel sous la raison de Thomas Wilson & Cie,
 Demandeur; contre JOSEPH O'GRADY, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, rang Saint-David, connue et désignée par le numéro cent trente-deux (132), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, le TREN-TIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour d'acté prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois Rivières, 25 mai 1892. 2783
 [Première publication, 28 mai 1892.]

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, savoir:

Pour la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, dans le comté de Joliette:—MM. Joseph Rivest, James Murphy et Anthime Gaudette, tous cultivateurs; l'ancienne commission en date du 15 mai 1865 étant révoquée.

Pour la paroisse de Saint-André d'Acton, dans le comté de Bagot: MM. Owen C. Brown, Camille St.

Argenteuil, as being part of lot number one thousand three hundred and six (1306); bounded to the north by James Fish, to the south by a lane leading to a bridge called Fish's Bridge, to the east by the property of Joseph Bricault dit Lamarche, and the lot of land hereinabove described, and to the west by the said James Fish—with buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the parish of Saint Jerusalem of Argenteuil, in the town of Lachute, on the THIRD day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of June next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 29th March, 1892. 1568
 [First published, 2nd April, 1892.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Three Rivers, to wit: } PIERRE DANSEREAU,
 No 18408 } P merchant, of the city
 and district of Montreal, and there carrying on
 business as such under the style and firm of
 Thomas Wilson & Co., Plaintiff; against JOSEPH
 O'GRADY, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults, Saint David range, known and designated as number one hundred and thirty-two (132), of the official registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Brigitte des Saults—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Brigitte des Saults, on the THIRTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of August next

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 25th May, 1892. 2784
 [First published, 28th May, 1892.]

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to make the following appointments of commissioners for summary trial of small causes, to wit:

For the parish of Saint Alphonse de Rodriguez, in the county of Joliette:—Messrs. Joseph Rivest, James Murphy and Anthime Gaudette, all farmers; former commission dated 15th May, 1865, being revoked.

For the parish of Saint André d'Acton, in the county of Bagot: Messrs Owen C. Brown, Camille

Amour, Amable Dalpé, Hormisdas Blanchette et Joseph Maclure ; l'ancienne commission en date du 27 juin 1887, étant révoquée.

Pour le canton de Shefford, dans le comté de Shefford : MM. Louis Bouchard, Clovis Daragon, Godefroy Poirier, E. N. Shaw et E. D. Lawrence ; l'ancienne commission en date du 18 décembre 1878, étant révoquée.

Pour le canton de Broughton, dans le comté de Beauce ; MM. Philéas Lessard, marchand, Pierre Gravel, Cyrille Gagnon, François Laroche, Joseph Dodier, fils de Baptiste, Alfred Lapointe et George McGeage ; l'ancienne commission en date du 27 décembre 1882, étant révoquée.

Pour le canton de Templeton, dans le comté d'Ottawa ; MM. Charles Taché, employé civil, Joseph Laurin, William Barber et John Laurin, cultivateurs ; l'ancienne commission en date du 24 février 1888, étant révoquée.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer MM. George Perreault, Honoré Cantin, Joseph E. Bourbeau, George Johnson et Alphonse Cantin, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans le canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et de révoquer l'ancienne commission en date du 19 août 1864.

2799 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 637.

Dame Lilly Goldberg, des cité et district de Montréal, épouse de Harris Vineberg, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Harris Vineberg, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le treizième jour d'avril courant.

J. P. COOKE,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 19 avril 1892. 2785

COMTE DE TERREBONNE.

DEPENSES d'élection de l'hon. G. A. Nantel, mars 1892.

Salles de comités.....	\$ 45 00
Impressions.....	70 00
Distribution de manifestes, circulaires et postage, etc.....	48 37

\$163 37

J. T. BOIVIN,
Agent.

Vraie copie,
LS. DE G. LACHAINE,
Officier-rapporteur.
Saint-Jérôme, 7 mai 1892. 2775

Avis de Faillites

C. S., Saint-Hyacinthe, }
No. 90. }
Amedée Fréchette, hôtelier, de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, fait cession

St. Amour, Amable Dalpé, Hormisdas Blanchette and Joseph Maclure ; former commission dated 27th June, 1887, being revoked.

For the township of Shefford, in the county of Shefford : Messrs Louis Bouchard, Clovis Daragon, Godefroy Poirier, E. N. Shaw and E. D. Lawrence ; former commission dated 18th December, 1878, being revoked.

For the township of Broughton, in the county of Beauce ; Messrs. Philéas Lessard, merchant, Pierre Gravel, Cyrille Gagnon, François Laroche, Joseph Dodier, son of Baptiste, Alfred Lapointe and George McGeage ; former commission dated 27th December, 1882, being revoked.

For the township of Templeton, in the county of Ottawa : Messrs. Charles Taché, civil employee, Joseph Laurin, William Barber and John Laurin, farmers ; former commission dated 24th February, 1888, being revoked.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. George Perreault, Honoré Cantin, Joseph E. Bourbeau, George Johnson and Alphonse Cantin, commissioners for summary trial of small causes, in the township of Tingwick, in the county of Arthabaska, and to revoke the former commission dated the 19th August, 1864.

800 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 637.

Dame Lilly Goldberg, of the city and district of Montreal, wife of Harris Vineberg, of the same place, trader, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Harris Vineberg, Defendant.
An action for separation as to property was instituted in this matter, on the thirteenth day of April instant.

J. P. COOKE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 19th April, 1892. 2786

COUNTY OF TERREBONNE.

ELECTION expenses of the Honorable G. A. Nantel, March, 1892.

Committee rooms.....	\$ 45 00
Printing.....	70 00
Distributing manifestoes, circulars and postage, &c.....	48 37

\$163 37

J. T. BOIVIN,
Agent.

True copy,
LS. DE G. LACHAINE,
Returning officer.
Saint Jerome, 7th May, 1892. 2776

Bankrupt Notices

S. C., Saint Hyacinth, }
No. 90. }
Amedée Fréchette, hotel-keeper, of Saint Cesaire, district of Saint Hyacinth, has, this day, made au

de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de ce district, à la demande de dame Emélie Jarret dite Beaugard, rentière, du même lieu.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Avocats de la Requérente cession.
Saint-Hyacinthe, 25 mai 1892. 2773

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re Jos. Fournier, imprimeur, de Montréal,
Failli.

Chs. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14e jour de juin 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame, Montréal.
CHS. DESMARTEAU,
2780 Curateur.

Cour Supérieure—Québec.
In re Clément & Boivin, Québec, Faillis.
Avis est par la présente donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 13 juin prochain.
D. ARCAND,
Curateur.
Québec, 27 mai 1892. 2769

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
In re S. Hunter, Insolvable ;
et

L. J. Lefavre, Curateur.
Un premier et final bordereau de collocations a été préparé en cette cause. Les collocations seront payables à mon bureau, à partir du treizième jour de juin prochain.
Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date mentionnée.
L. J. LEFAIVRE,
Curateur.

1623, rue Notre-Dame.
Montréal, 25 mai 1892. 2781

Cour Supérieure.—Québec.
In re M. Clément, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 13 juin 1892.
D. ARCAND,
Curateur.
Québec, 27 mai 1892. 2771

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
J. A. St Julien, Demandeur ;

vs.
Dame Dorcas Gibeau, "D. Parent & Cie",
Defenderesse.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la Cour, le 25e jour de mai 1892, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.
Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame, Montréal.
2787

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Trois-Rivières. }
In re Rousseau & Vézina, en liquidation.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 13 juin 1892.

abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary for this district, at the instance of Dame Emelie Jarret dite Beaugard, rentière, of the same place.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Attorneys of Petitioner for assignment.
Saint Hyacinth, 25th May, 1892. 2774

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Jos. Fournier, printer, of Montreal,
Insolvent ;

Chs. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 14th day of June, 1892, after which date dividend will be payable at my office, 1598, Notre Dame street, Montreal.
CHS. DESMARTEAU,
2790 Curator.

Superior Court.—Québec.
In re Clement & Boivin, Québec, Insolvents.
Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and the dividend will be payable at my office, on or after the 13th of June next.
D. ARCAND,
Curator.
Quebec, 27th May, 1892. 2770

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
In re S. Hunter, Insolvent ;
and

L. J. Lefavre, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter. The dividends will be payable at my office, on or after the thirteenth day of June next.
Any contestation of this dividend must be filed before me before the date mentioned.
L. J. LEFAIVRE,
Curator.

1623, Notre Dame street,
Montreal, 25th May, 1892. 2782

Superior Court.—Québec.
In re M. Clément, Québec, an Insolvent.
Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and this dividend will be payable at my office, on or after the 13th of June, 1892.
D. ARCAND,
Curator.
Québec, 27th May, 1892. 2772

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
J. A. St. Julien, Plaintiff ;

vs.
Dame Dorcas Gibeau, "D. Parent & Co.,"
Defendant.

Notice is hereby given that, on the 25th day of May, 1892, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.
Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street, Montreal.
2788

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
In re Rousseau & Vézina, in liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on or after the 13th of June, 1892.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. VALENTINE,
Liquidateur.

Bureau de F. Valentine,
42, rue du Platon.
Trois-Rivières, 27 mai 1892. 2779

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dr. Ed. Morin & Cie., négociants
de Québec, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13 juin 1892.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 14 juin 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 27 mai 1892. 2797

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re F. X. Naud, de Saint-Casimir, Failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans la présente affaire et sera payable à mon bureau, le ou après le 15 juin prochain.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

G. H. BURROUGHS,
Curateur.

No 95, rue Saint-Pierre,
Québec, 27 mai 1892. 2801

Any contestation of such dividend must be filed with me before the date above mentioned.

F. VALENTINE,
Liquidator.

F. Valentine's office,
42, Du Platon street,
Three Rivers, 27 May, 1892. 2780

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Dr Ed. Morin & Cie, Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until 13th June, 1892.

This dividend will be payable at my office, on or after 14th June, 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curator.

Office, 125, Saint Peter street.
Quebec, 27th May, 1892. 2798

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*

In re : F. H. Naud of Saint Casimir, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable at my office on or after the 15th June next.

All objection to the said dividend must be filed before me before the date above mentioned.

G. H. BURROUGHS,
Curator.

No. 95, Saint Peter street,
Quebec, 27th May, 1892. 2802

ANNONCES NOUVELLES.

	Pages
DÉPARTEMENT de l'Instruction Publique :	
Révision des livres de classe	1353
DÉPENSES D'ÉLECTION :	
Allard V., Ecr.	1361
Hackett M. F., Ecr.	1360
Nantel G. A., Honble	1389
Stafford L., Ecr.	1360
Tessier J., Ecr.	1360
ERRATUM :	
Alexander Robertson au lieu de Andrew Robertson	1345
FAILLIS	
<i>Cession :</i>	
Fréchette	1389
<i>Dividende :</i>	
Clément	1390
Clément <i>et al</i>	1390
Dme Huberdeault	1366
Fournier	1390
Hunter	1390
Morin & Cie	1391
Naud	1391
Rousseau <i>et al</i>	1390
Touchette	1366
<i>Nomination de curateur :</i>	
Morin	1366
St-Julien	1390
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :	
Saint-Mathieu	1355
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Saint-Philippe	1347
<i>Commissaires pour décisions sommaires :</i>	
Bolton Est	1346
Broughton	1389
Saint-Alphonse de Rodriguez	1388
Saint-André d'Acton	1388
Saint-Boniface de Shawenegan	1346
Saint-Etienne des Grès	1346
Saint-Jean Deschailions	1346
Saint-Laurent	1346
Saint-Vincent de Paul	1346
Shefford	1389
Sutton	1346
Templeton	1389
Tingwick	1389
<i>Greffier de Cour Supérieure</i>	
J. G. Pelletier, écr.	1346
<i>Greffier de la Couronne :</i>	
J. G. Pelletier, écr.	1346

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
DEPARTMENT of Public Instruction :	
Revision of class books	1353
ELECTION EXPENSES :	
Allard V., Esq.	1361
Hackett M. F., Esq.	1360
Nantel G. A., Honble	1389
Stafford L., Esq.	1360
Tessier J., Esq.	1360
ERRATUM :	
Alexander Robertson instead of Andrew Robertson	1345
INSOLVENTS :	
<i>Assignment :</i>	
Fréchette	1389
<i>Dividend :</i>	
Clément	1390
Clément <i>et al</i>	1390
Dme Huberdeault	1366
Fournier	1390
Hunter	1390
Morin & Cie	1391
Naud	1391
Rousseau <i>et al</i>	1390
Touchette	1366
<i>Appointment of curator :</i>	
Morin	1366
St-Julien	1390
SCHOOL MUNICIPALITIES :	
Saint Mathieu	1355
APPOINTMENTS :	
<i>School Commissioners :</i>	
Saint Philippe	1347
<i>Commissioners for summary trial :</i>	
Bolton East	1346
Broughton	1389
Saint Alphonse de Rodriguez	1388
Saint André d'Acton	1388
Saint Boniface de Shawenegan	1346
Saint Etienne des Grès	1346
Saint Jean Deschailions	1346
Saint Laurent	1346
Saint Vincent de Paul	1346
Shefford	1389
Sutton	1346
Templeton	1389
Tingwick	1389
<i>Clerk of Superior Court :</i>	
J. G. Pelletier, esq.	1346
<i>Clerk of the Crown :</i>	
J. G. Pelletier, esq.	1346

<i>Greffier de la Paix :</i>		<i>Clerk of the Peace :</i>	
J. G. Pelletier, écr.....	1346	J. G. Pelletier, esq.....	1346
<i>Juges de paix en vertu de l'art. 2572, S. R. :</i>		<i>Justices of the peace under art. 2572, R. S. :</i>	
C. R. Doucet, écr.....	1345	C. R. Doucet, esq.....	1345
<i>Juges de paix :</i>		<i>Justices of the peace :</i>	
District de Bedford.....	1347	District of Bedford.....	1347
District de Trois-Rivières.....	1346	District of Three Rivers.....	1346
District de Trois-Rivières.....	1347	District of Three Rivers.....	1347
<i>Protonotaire :</i>		<i>Protonotary :</i>	
J. G. Pelletier, écr.....	1346	J. G. Pelletier, esq.....	1346
PROCLAMATIONS :		PROCLAMATIONS :	
Annexer à Saint-Gilles partie de Saint-Patrice de Beauvillage.....	1349	Annex to Saint Gilles part of Saint Patrice of Beauvillage.....	1349
Cadastre Saint-Edouard de Frampton, etc	1350	Cadastre Saint Edouard de Frampton, &c	1350
Erection en municipalité village de Rock-Island.....	1348	To erect into municipality village of Rock-Island.....	1348
RÈGLES DE COUR :		RULES OF COURT :	
Cité de Montréal et Syndics de Saint-Andrews Church.....	1367	City of Montreal and Trustees of Saint-Andrews Church.....	1367
Cité de Montréal et Tausey.....	1367	City of Montreal and Tausey.....	1367
SÉPARATION DE BIENS :		SEPARATION AS TO PROPERTY :	
Dme Goldberg vs. Vinaberg.....	1389	Dme Goldberg vs. Vineberg.....	1389
Dme Payment vs. McMale.....	1361	Dme Payment vs. McMale.....	1361
TERRES DE LA COURONNE :		CROWN LANDS :	
<i>Avis de cancellation, etc. :</i>		<i>Notice of cancellation, &c. :</i>	
Percé.....	1353	Percé.....	1353
VENTES, FAILLITE :		SALES IN INSOLVENCY :	
Johnson C. E.	1380	Johnson C. E.	1380
VENTES PAR LES SHÉRIFS :		SHERIFFS' SALES :	
ARTHABASKA :		ARTHABASKA :	
Dme Gaudet vs. Théroutx.....	1370	Dme Gaudet vs. Théroutx.....	1370
Dme Hurley vs. Scott.....	1370	Dme Hurley vs. Scott.....	1370
Dme Labrecque vs. Dumais.....	1370	Dme Labrecque vs. Dumais.....	1370
IBERVILLE :		IBERVILLE :	
Jones.....	1374	Jones.....	1374
OTTAWA :		OTTAWA :	
Leduc vs. Picard.....	1378	Leduc vs. Picard.....	1378
QUÉBEC :		QUEBEC :	
Austin <i>et al</i> vs. Beaulieu.....	1380	Austin <i>te al</i> vs. Beaulieu.....	1380
Barabé vs. Desrochers.....	1379	Barabé vs. Desrochers.....	1379
SAIN.-FRANÇOIS :		ST. FRANCIS :	
Bourret vs. Gouin.....	1385	Bourret vs. Gouin.....	1385
Gauthier vs. Bérard.....	1384	Gauthier vs. Bérard.....	1384
TROIS-RIVIÈRES :		THREE RIVERS :	
Dansereau vs. O'Grady.....	1388	Dansereau vs. O'Grady.....	1388

